

Penser concrètement

[illegible]

Le Monde

étranger

L'ÉPREUVE DE FORCE EN POLOGNE

Le succès de la grève d'avertissement pèsera sur les débats du comité central

(Suite de la première page.)

L'Église y étanche une grande importance en raison de la primauté temporaire qu'elle entend conserver en milieu rural. Le problème a été au centre des entretiens de jeudi après-midi entre le cardinal Wyszyński et le premier ministre.

Rien n'a filtré de cette rencontre, la première qu'aient eue les deux hommes, mais le communiqué commun, diffusé par la télévision, fait référence, aussi explicitement que possible, à cette revendication, en parlant du rétablissement de l'équilibre qui permettrait d'offrir au clergé des conditions de travail et de logement adéquates. Des contacts officieux d'un niveau moins élevé avaient déjà eu lieu ces jours derniers au même effet entre l'Église et le pouvoir (le Monde du 26 mars). Le communiqué déclare, en outre, qu'une analyse précise et objective des événements de Bydgoszcz est la question la plus urgente « dans les relations et la confiance », et ajoute, dans deux parties qui se suivent, qu'il pourrait être résolu par une voie pacifique.

Jeudi, c'est le second indice, beaucoup plus frêle encore, du président du conseil régional de Bydgoszcz, M. Berger, a donné sa démission « pour des raisons liées à la dégradation de la procédure », qu'il a reconnu avoir commise, le 19 mars, en suspendant abruptement la séance du conseil à laquelle les syndicalistes étaient venus prendre la parole. C'est à la suite de cette suspension que la milice était intervenue pour expulser les représentants de Solidarité et que l'un d'eux, dont le président du syndicat de la Volodya, avait été passé à tabac sans violence, avait été déshabillé. M. Berger avait placé dans ses fonctions par le commandant en chef adjoint de la région militaire de Poméranie et dans la garnison de Bydgoszcz, le général Franciszek Kamiński.

Des motions « par sac entiers »

La démission de M. Berger pourrait être suivie, ce vendredi, de la publication d'une résolution du conseil régional de Bydgoszcz, demandant la mutation des deux vice-voies (vice-président et vice-présidente) pour permettre au gouvernement de satisfaire, en suivant les procédures, l'une des dix revendications des syndicalistes de Bydgoszcz, dont Solidarité réclame la réalisation. Le général Kamiński a, enfin, jugé insuffisant jeudi, car il s'agit d'un acte des circonstances dans lesquelles ont été marquées les trois conditions, le refus de la publication, qui lui avait été présentée par le ministre de la justice, M. Balin. Solidarité avait exigé qu'il soit « relativement honnête » dans sa description de la première partie de la nuit, devant être publiée dans sa forme définitive samedi, c'est-à-

dire à la veille de la réunion du comité central.

Les résultats de ce plénum, dont découlent pour le plus large part l'issue de la grève, restent encore assez incertains. Les positions de la base du parti en faveur d'une solution de compromis, et donc de M. Kania et du général Kamiński, se sont intensifiées au point que les motions arrivées maintenant « par sacs entiers » à la direction. Mais il n'est nullement certain que cette mobilisation et le manque d'enthousiasme qu'elle comporte, au cas où une ligne dure l'emporterait dimanche, soient suffisantes pour écarter une majorité en faveur du compromis au sein d'un comité central très conservateur. Il se pourrait même que

cette émergence des simples militants, toujours contraires à la pratique du socialisme réel, ne suscite, à l'inverse, une réaction.

M. Kania, qui a reçu jeudi plusieurs représentants des milieux intellectuels, dont MM. Andrzej Wajda et Krzysztof Penderecki, venus plaider la « pondération », a tenu à se rendre en personne à la réunion des rédacteurs en chef de la presse polonaise, présidée par M. Różkowski, secrétaire à la propagande et au travail du conseil « dur » du bureau politique. L'agence officielle PAP n'a rien rapporté des propos qu'il leur a « cette occasion », M. Olechowski et s'est contentée de dire le premier secrétaire. Selon l'agence, M. Kania a demandé une

réduction au chef de mettre en « l'air » la continuité de l'information qui, depuis le début de la grève, s'est poursuivie pour des raisons politiques et en faveur de la création d'un front commun réunissant ceux qui militent sur la pondération, le dialogue et l'alternance.

La direction de l'Association des journalistes, que préside M. Różkowski, a, de son côté, appelé ses membres à rendre compte « honnêtement » du déroulement de la grève d'avertissement et mis en garde les rédacteurs en chef des journaux et autres moyens d'information contre toute « manipulation de l'information », en leur demandant de valider à ce que les « deux parties » aient la possibilité de s'exprimer publiquement.

L'évolution de la crise

1980

1. PREMIER. — Première grève dans les usines d'armes de Bydgoszcz. Les syndicats ont protesté contre la nomination de M. Anna Walentynowicz, militante de « Solidarność ».

2. 11-15 FÉVRIER. — Le balancement du parti se situe par le départ de M. Piotr Jaruzelski, ministre des affaires étrangères, remplacé par M. Balich. Plusieurs personnalités quittent le bureau politique, dont M. Stefan Gomułka, 1er et 2e JUILLET. — Des grèves éclatent à Gdansk (usines de Pologne) et à Torun (région de Gdansk) en raison de la forte augmentation des prix de la viande vendue directement aux ouvriers par les lieux de travail.

3. 14 AOÛT. — Dix mille ouvriers des chantiers Lohse de Gdansk commencent le travail pour protester contre la nomination de M. Anna Walentynowicz.

4. 15 AOÛT. — Le premier ministre, M. Balich, est remplacé par M. Józef Piłsudski. Le plénum du comité central du parti décide notamment le retour au bureau politique de M. Stefan Gomułka.

5. 30 AOÛT. — Signature des accords de Gdansk.

6. 1er SEPTEMBRE. — M. Olechowski, premier secrétaire du parti, hospitalisé à la suite d'une chute, est remplacé par M. Kania.

7. 10 OCTOBRE. — M. Kania promet au sein d'un plénum du comité central à la fois la réalisation de la loi sur la nationalisation et la mise en œuvre de la loi sur le travail.

8. 10 OCTOBRE. — Premier tour à Gdansk. M. Olechowski se retire. M. Kania se retire. M. Olechowski se retire.

9. 10 OCTOBRE. — Le syndicat indépendant des travailleurs de l'acier, le Syndicat des travailleurs de l'acier, est reconnu par la Cour suprême.

10. 10 OCTOBRE. — Le syndicat des travailleurs de l'acier, le Syndicat des travailleurs de l'acier, est reconnu par la Cour suprême.

1981

1. FÉVRIER. — Un plénum du comité central décide, après la menace de grève générale, de placer à la tête du gouvernement le général Jaruzelski, ministre de la défense et membre du bureau politique. Celui-ci est chargé de la commission chargée des relations avec l'Occident, présidée par le directeur en chef de la presse « Polityka », M. Różkowski, un libéral. Le général Jaruzelski demande quatre-vingt-deux jours de congé.

2. 15 MARS. — A la fin de la vingt-huitième session du parti, les dirigeants, dont MM. Kania et Jaruzelski, sont reçus à Moscou par le premier ministre soviétique, M. Brejnev. M. Kania est nommé ministre de la Défense.

3. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

4. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

5. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

6. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

7. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

8. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

9. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

10. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

11. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

12. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

13. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

14. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

15. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

16. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

17. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

18. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

19. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

20. 15 MARS. — Des manifestations de la rue à Varsovie commencent en Pologne. Les manifestants demandent la mise en œuvre de la loi sur le travail.

La mise au point

de M. Walses

« Un peu tard, mais inévitablement », dit-il au cours de sa conférence de presse, la diffusion par la radio et la télévision de la déclaration que M. Walses avait faite en réponse à M. Różkowski, au cours des pourparlers interrompus par le maréchal au début de la grève. Comment peut-on parler de renouveau, avait demandé M. Walses avant de commencer. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

« Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses. « Nous sommes en train de le faire », avait répondu M. Walses.

MOSCOU : prudence dans les commentaires

De notre correspondant

Moscou. — Les responsables d'information soviétiques ont tenu le silence qu'ils observent depuis quelques jours sur la Pologne. Au cours des informations télévisées du jeudi 26 mars, une dépêche de Tass, datée de Varsovie, a été diffusée. Elle annonçait la tenue d'une conférence de presse de M. Walses, le premier ministre polonais, en présence, vus de Moscou, du ministre des Affaires étrangères soviétique, M. Gromyko, et du ministre de la Défense soviétique, M. Ustinov. La conférence de presse n'a pas eu lieu. Les responsables d'information soviétiques ont tenu le silence qu'ils observent depuis quelques jours sur la Pologne.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

« Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses. « Les chefs de l'organisation antisocialiste KOD, qui demandent le bon à la centrale, demandent d'arrêter les actions légitimes du gouvernement », a déclaré M. Walses.

Grande-Bretagne

APRÈS LES « RÉVÉLATIONS » DE M. CHAPMAN PINCHER

Mme Thatcher demande une enquête sur le fonctionnement des services secrets

De notre correspondant

Londres. — Dans une déclaration aux Communions, Mme Thatcher a démenti jeudi 26 mars les allégations du journaliste Clive Stiles concernant la collaboration de son directeur des services de contre-espionnage (MI 6), avec le contre-espionnage soviétique. Les deux enquêtes menées par Sir Roger, d'abord au moment de sa retraite, puis après sa mort, n'ont pas établi qu'il ait jamais été un agent des services secrets de la Grande-Bretagne.

Ces déclarations ambiguës avaient d'ailleurs pour but de rassurer l'opinion sur le fonctionnement des services de sécurité que de défendre la réputation d'un homme. Le premier ministre en effet a annoncé en même temps un examen des méthodes de sélection des agents des services secrets et de leurs activités. Les résultats de cette nouvelle enquête (la première depuis l'annonce en 1981) confiée à la commission de sécurité, présidée par Lord Diplock, seront communiqués ultérieurement aux Communions, ainsi que les éventuels changements que la commission pourrait suggérer.

Mme Thatcher a déclaré que le livre de M. Pincher n'appartient pas de révélation et qu'il contenait, en revanche, des in-

formations « basées sur des déclarations » concernant, notamment, les conclusions de la dernière enquête sur Sir Roger. De son côté, M. Pincher, maintenant ses allégations, estime que M. Thatcher a été mal informée par ses conseillers et se dit déçu d'avoir provoqué une nouvelle enquête sur les services de sécurité.

La curiosité du public

Le public, qui n'a pas oublié les révélations faites ces dernières années sur la trahison des anciens agents Killy, Burgess, Maclean, et autres, ainsi que sur le travail pour les Soviétiques, est très frondeur des histoires d'espionnage. Comme par hasard, les « révélations » de M. Pincher ont été publiées dans le numéro de son livre. Leur effet est de frapper.

Le Daily Express, qui employa jadis M. Pincher et pour lequel il travailla pendant dix ans, a publié un article dans lequel il est dit que M. Pincher a été un agent des services secrets de la Grande-Bretagne. L'article est signé d'un journaliste qui se dit être un ancien agent des services secrets de la Grande-Bretagne.

Le public, qui n'a pas oublié les révélations faites ces dernières années sur la trahison des anciens agents Killy, Burgess, Maclean, et autres, ainsi que sur le travail pour les Soviétiques, est très frondeur des histoires d'espionnage. Comme par hasard, les « révélations » de M. Pincher ont été publiées dans le numéro de son livre. Leur effet est de frapper.

LA MAGNIFIQUE GALINARD

Une collection de grandes œuvres romanesques dans une présentation élégante au prix d'un livre de poche.

dernières parutions

- Henri CALET : « Je t'out sur le tout »
- Pierre HERBART : « Alcyon »
- Thomas MANN : « Joseph et ses frères (4 tomes) »
- Herman BROCH : « La mort de Virgile »
- René DAUMAL : « Le mort analogique »
- Samuel BUTLER : « Erewhon »
- L.-E. DURANTY : « Le malheur d'Henriette Gérard »
- Vladimir NABOKOV : « Feu poile »
- René CREVEL : « Et les- vous fous ? »
- M. VARGAS LLOSA : « La maison verte »

WASHINGTON : une mise en garde contre le recours à la force

De notre correspondant

Washington. — Depuis le début de l'année, le gouvernement américain a tenu à faire entendre que la force n'est pas la solution à la Pologne. Il s'agit d'une mise en garde contre le recours à la force, car la situation en Pologne est complexe et nécessite une solution pacifique.

« La France tirerait sur le plan économique les conclusions d'une intervention soviétique », indique M. François-Poncet.

M. François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, a indiqué jeudi 26 mars qu'il estimait que les Occidentaux ont accordé sur les mesures à prendre en cas d'intervention soviétique en Pologne.

Devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, il a déclaré : « En ce qui concerne la France, on se tromperait si l'on pensait que, dans une telle hypothèse, on s'occuperait de tirer les conséquences d'une violation des accords d'armistice sur tous les plans ».

Après avoir estimé que les relations Est-Ouest se sont détériorées, il a répondu que le gouvernement américain avait exprimé sa disposition à un dialogue avec l'Union soviétique et qu'il était prêt à accepter les déclarations de M. Brejnev devant le KGB, comme la position soviétique à ce sujet méritait une étude attentive.

« La France, qui dit, se fût en particulier de progrès que nous faisons, nous ne pouvons pas nous en priver », a déclaré M. Brejnev. « La France, qui dit, se fût en particulier de progrès que nous faisons, nous ne pouvons pas nous en priver », a déclaré M. Brejnev.

Immo-investissement

La résidence des Célibataires

Un succès parisien d'un constructeur de province.

Une interview de Pierre de Villard par Pierre Grandmougin.

Pierre de Villard, constructeur de la région Rhône-Alpes, vient de réaliser le lancement de sa "Résidence des Célibataires" parisienne, alors que ses confrères quittent la capitale pour s'intéresser à la province et aux stations de sports d'hiver.

Chef d'entreprise et élu local connu pour ses idées novatrices, Pierre de Villard prouve une fois de plus que la compétence allée au sens du risque calculé permet encore en 1981 d'entreprendre.

Nous avons voulu faire le point avec lui, trois mois après le début de la commercialisation de cette "Résidence des Célibataires" n° 7 qui comprend, comme les six précédentes, un ensemble de petits appartements studios et deux pièces, jumelés à un Hôtel Marcure, et bénéficiant de services originaux et fonctionnels dont l'utilisation est facultative. Elle est située à la frontière du XV^e arrondissement, en bordure du Parc des Expositions de la Porte de Versailles, à Vanves, à quelques minutes des transports en commun et à proximité du boulevard périphérique.



Pierre de Villard.

Pierre Grandmougin : Pierre de Villard, êtes-vous satisfait de la commercialisation de votre nouvelle "Résidence des Célibataires" parisienne ?

Pierre de Villard : Pour vous répondre, je pense qu'il est préférable de vous donner des chiffres. Après six mois de commercialisation, nous avons 33 réservations signées, soit un rythme de 11 par mois. Je n'en attendais pas tant.

P.G. : A quel est de ce succès ?

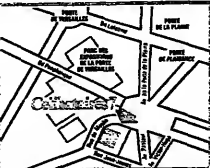
P. de V. : A trois éléments essentiels je crois : 1° - la nouveauté, la qualité et l'emploi d'un produit. 2° - l'originalité de notre résidence déjà réalisée en plusieurs exemplaires et qui a donc fait ses preuves. 3° - l'existence d'une demande importante dans le créneau choisi.

P.G. : Qu'est-ce qui le distingue des autres résidences ?

P. de V. : Je pense, avant tout, la conception de l'ensemble, le souci du détail dans l'aménagement, et la présence de services simples, pratiques et surtout facultatifs, qui n'entraînent que peu de charges supplémentaires pour la copropriété, tels que salle de réunion, buanderie, salle de gymnastique, service des messages, ou encore liaison directe par interphone avec le standard de l'hôtel permettant de réserver une table pour dîner ou une chambre pour un ami de passage.

P.G. : Avez-vous intéressé les investisseurs ?

P. de V. : Oui bien sûr, puisque ce type d'appartements convient parfaitement à ce qu'ils recherchent dans la plupart des cas. Mais là encore, nous apportons avec l'appartement un service ; nous proposons en effet, de confier la gestion location à la Société COMADIM, filiale de la B.N.P., ce qui permet à nos clients d'être assurés d'avoir un organisme sérieux et expérimenté pour gérer leur appartement, s'ils le souhaitent bien entendu.



Par ailleurs, nous avons poussé le souci du détail dans le vif de la pierre, en individualisant au maximum les charges : ainsi, le chauffage électrique et la production d'eau chaude sont individualisés et les propriétaires n'ont donc plus à faire l'avance sur consommation. Avantage important à l'heure actuelle.

P.G. : Pouvez-vous citer un chiffre de location ?

P. de V. : Il est difficile de dire combien se louent un appartement en 1981, toutefois, nous pensons que les studios nous vendent aujourd'hui environ 230 000 F, pour moi se louer aux alentours de 1 400 F par mois plus charges, soit un peu plus de 7 % de rapport brut. Ce qui est une rentabilité non négligeable actuellement.

P.G. : En dehors des investisseurs, qui sont vos acheteurs ?

P. de V. : Ils sont très diversifiés, mais avec une dominante de personnes seules, de personnes cherchant un pied-à-terre ou de parents souhaitant loger leurs enfants étudiants.

P.G. : L'un d'eux votre résidence est meilleur marché que les autres ?

P. de V. : Il n'est pas facile de comparer, car je ne connais pas d'opérations équivalentes. L'important c'est le rapport qualité/prix. De ce point de vue, nous avons réussi à obtenir l'optimum, surtout si l'on considère que dans le prix de l'appartement, toute l'organisation des services est comprise. De plus, nos prix sont fermes et définitifs à la réservation.

Malgré cela, et au risque de vous étonner, le constructeur que je suis pense que le prix de l'immobilier en général est beaucoup trop élevé. J'ai écrit récemment un article intitulé "La liberté n'a pas de prix, le logement n'en a pas". J'y expose mes idées sur la question, car il s'agit d'un problème grave que l'on ne résoudra pas sans changement des mentalités et des règles qui nous régissent.

La première question que l'on doit se poser c'est : doit-on continuer de penser le logement en terme de génération ou en terme de bien de consommation ?

La deuxième : est-il pensable en 1981 de réduire à 10 % environ le potentiel des Français qui peuvent accéder à la propriété ?

Répondre à ces deux questions engendre un enchevêtrement de raisonnements, que l'économie politique, les Français moyens et les techniciens ne maîtrisent plus.



Dessin de la maquette "Célibataires 7".

Acheter un studio 230 000 F dans nos "Résidences des Célibataires" peut paraître cher, c'est pourtant inférieur au prix auquel je devrais vendre si je n'entraînais ce chantier aujourd'hui. Ceci prouve que notre machine économique, en ce qui concerne le bâtiment, obéit à des règles qu'il est nécessaire de changer... mais cela est une autre affaire... En attendant, je crains que les prix ne cessent de monter, et, croyez-le bien, ce n'est pas fait pour me réjouir, même si mes clients, par contrecoup, font une bonne affaire.

P.G. : Si vous aviez un avis à donner à un acheteur éventuel, que lui conseilleriez-vous ?

P. de V. : Achetez de la pierre (ou du béton), vous conserverez votre capital, mais n'oubliez pas sans réfléchir !

Un studio peut être un apport personnel pour un achat futur, ou la possibilité de se loger, ou encore le moyen d'avoir un revenu, mais ce n'est pas le "réfugium péroratoire" de ceux qui n'ont pas d'autres idées pour placer leurs économies. Citer sa femme, sa fille petite, cela se fait avec réflexion et discernement et en fonction de son propre problème.

Bureau de vente sur place : angle av. de la Porte de la Plaine, Paris 15^e (en bordure du Parc des Expositions) et av. Pasteur à Vanves, ouvert tous les jours (sauf mercredi et dimanche) de 13 h à 19 h. Tél. (1) 64.53.78.

Commercialisation : Repassin et de Villard, 15, rue de Lessignolles - 38000 Grenoble. Tél. (70) 44.10.44.

Cette rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs Promoteurs est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un investissement immobilier.

Prochaine parution : Vendredi 24.4.81



Le fisc aime le tourisme

Comparez l'achat d'une résidence secondaire et d'une Résidence-hôtel.

Pour un investissement identique, le fisc

- afin de favoriser le tourisme -

vous autorise d'importantes déductions d'impôts et taxes dans le cas d'une Résidence-hôtel Seritour.

Comparez ces deux tableaux

et achetez en toute propriété en économisant avec Seritour.

Investissement total = 230 000 F (200 000 immobiliers, 20 000 meubles, 10 000 frais)
Apport personnel 54 000 F (frais compris, solde 176 000 F par crédit Indo-Suez sur 15 ans.
Tranche supérieure d'imposition retenue : 45 %.

Le prix de la résidence secondaire		Le prix de la résidence-hôtel	
Recettes annuelles	Dépenses annuelles	Recettes annuelles	Dépenses annuelles
- Revenus locatifs 15 000 F	- Crédit 33 016 F - Charges 4 200 F - Assurances et divers 1 100 F - Impôts sur revenus* 3 375 F	- Revenus locatifs 11 000 F (5 % net du capital) - Avantages fiscaux 8 365 F (réel simplifié)	- Crédit 33 016 F - Charges 0 - Assurances et divers 0 - Impôts sur revenus (voir avantages fiscaux) 0
TOTAL 15 000 F	TOTAL 41 691 F	TOTAL 19 355 F	TOTAL 33 016 F
A PAYER : 26 691 F		A PAYER : 13 661 F	
Soit : 2 224 F par mois		Soit : 1 138 F par mois	
*forfait simplifié		*la première année, non comprise la récupération de TVA	

Veuillez m'envoyer sans engagement de ma part votre documentation "Résidence-hôtel", mer et montagne.

Nom : _____ Adresse : _____

Tel. bureau : _____ Tel. domicile : _____

Seritour 39 rue de Surène 75008 Paris Tél. 742.62.16.

Comit

"Pour nous, c'est Mitterrand"

Robert Aibrached, Auteur dramatique. Claudette Actis-Schwab, Sportive. Catherine Allégret, Comédienne. Marcel Amont, Chanteur. Roger Anbro, Agriculteur-syndicaliste, Président du Comité de soutien d'Eure & Loire. Patrick Appert-Bizot, Militant associatif. Roger Ascot, Ecrivain. Marcel Assoun, Militant associatif. Louis Astre, Syndicaliste. Pr Henri Atlan, Médecin. François Aubral, Editeur. Michel Auclair, Comédien. Bernard Audice, Agriculteur. Stéphane Audran, Comédienne. Colette Audry, Ecrivain. Gabriel Baquier, Artiste lyrique. Elisabeth Badinter, Ecrivain. Robert Badinter, Avocat. Jacques Bagassat, Militant associatif. Jean-Pierre Baldi, Ecrivain occitan. André Barjonet, Economiste. Alain Barau, Association de jeunes et d'éducation pop. Christiane Barrère, Agriculteur-syndicaliste. Igor Barrère, Journaliste. Henri Bartoli, Economiste. Pierre Bassan, Ingénieur. François-Régis Bastide, Ecrivain. Michel Bataille, Ecrivain. Pascal Beau, Etudiant syndicaliste. Général Jean Bécarn. Michel Belakowsky, Chercheur. Jacques Benveniste, Médecin. Nella Bielski, Ecrivain. Maurice Biraud, Comédien. André Biro, Architecte. Jean Blanpied, Loisirs. Claude Blondel, Universitaire. Frida Boccara, Chanteuse. Philippe Bodin, Télécommunications. Elisabeth Bois, Chômeuse. Yves Boisset, Cinéaste. Alain Bombard, Océanologue. Honoré Bonnet, Sport. Marcel Bonvallet, Universitaire. François Borella, Universitaire. Charles Bourdin, Agriculteur. Jacques Bouveresse, Philosophe. Robert Brechon, Ecrivain. Gérard Breuil, Ouvrier fraiseur, syndicaliste. Serge Brindeau, Ecrivain. Françoise Brion, Comédienne. Gilberte-Pierre Brossolette, Résistante. Alain Brunet, Musicien. Robert Brunet, Chercheur. André Buffière, Sportif. Eliane Burliot, Agricultrice. Charles Burniat, Retraité de la sidérurgie, Président du Comité de soutien de Meurthe & Moselle. Stéphane Caillat, Musicien. Jean-Claude Cain, Avocat. Monique Cairati, Professeur de gestion. Guy Caire, Economiste. Pierre Carassus, Syndicaliste. André Casadevall, Chimiste. Ange Casta, Réalisateur T.V. Michel Cépède, Tiers-Monde. Aimé Cesaïre, Maire de Fort de France Martinique. Claude Chabrol, Cinéaste. Jean Chainton, Commandant F.T.P. Préfet de la Libération. Jean-Claude Champin, Militant associatif. Michel Charbonnel, Chercheur. Georges Charachidze, Historien. Edmonde Charles-Roux, Ecrivain. Christian Charière-Bournazel, Avocat. Jean Chevrier, Marin. Patrick Choffrut, Militant occitan. Jacques Chouillet, Universitaire. Michel Ciment, Ecrivain. Guy Claisse, Journaliste. Serge Coche, Avocat. Roger Coggio, Cinéaste. François Colcomber, Ancien Président du Syndicat de la Magistrature. Jean-Marie Coldefy, Metteur en scène télévision. Gilbert Collard, Avocat. Pia Colombo, Chanteuse. Georges Conchon, Ecrivain. François Confino, Architecte. Pascal Copeau, Membre du Conseil National de la Résistance. Louis Coppin, Syndicaliste. Robert Cousin, Ancien député - préfet honoraire. Jean Crocq, Militant associatif. Dalida, Chanteuse. Claude Damery, Architecte. Louis Dandrel, Critique musical. Pascal Danel, Chanteur. Jacques de Brandt, Economiste. Régis Debray, Ecrivain.

Robert de Caumont, Administrateur civil. Michel de Certeau, Universitaire. Elisabeth de Fontenay, Philosophe. Régine Déforges, Editrice. Marcel Deglame-Fouché, Compagnon de la Libération. Germaine Degrand, Présidente de l'Amicale des Anciens Parlementaires socialistes. Michel Demazure, Economiste. Jacques Delors, Economiste. Jacques Demy, Réalisateur-metteur en scène. Gérard Depardieu, Comédien. Bruno Desjobert, Architecte. Pierre Desvalois, Cinéaste. Jacques Desreumaux, Ancien résistant. Jacques Droz, Historien. Philippe Drulliet, Dessinateur B.D. Marie Dubois, Comédienne. Dominique Dugast, Jeune chômeuse - 19 ans. Berthe Duguey, Présidente Nationale syndicat d'artisans. Antoine Duhamel, Compositeur. Roland Dumas, Avocat. Geneviève Dumont, Plasticienne. Anny Duperey, Comédienne. Jean-Pierre Dupont, Chercheur. Clément Durand, Ancien Président du C.N.A.L. Laurence Eberhard, Organisation internationale de Jeunesse. Emile Ecoffet, Télécommunications. Georgette Elgey, Ecrivain. Dominique Eluard, Pr Catherine Emmanuelli-Nessmann, Médecin. Robert Enrico, Cinéaste. Maurice Fanon, Auteur-Compositeur. Stelio Farandjis, Universitaire. Philippe Farine, Ancien Président du Comité c/a la Fam pour le développement. Victor Fay, Journaliste. Jean-Pierre Faye, Ecrivain. Jean Fert, Agriculteur. Raymond Février, Chercheur I.N.R.A. Maurice Fleuret, Critique musical. Christian Forestier, Universitaire. Lev Forster, Avocat. Robert Fossier, Historien. Paul Fraisse, Universitaire. Pierre Franck, Metteur en scène. Régis France, Dessinateur B.D. Lucien Franco, Président de la Fédération Nationale des Français d'Algérie. Front National des Rapatriés. Jean-Paul Fredon, Militant associatif. Armand Frémont, Géographe. Jacques Frémontier, Journaliste. Dominique Fricaudet-Larroumet, Avocat. Max Gallo, Ecrivain. Jean Garnier, Chercheur. Gérard Gaume, Syndicaliste. Albert Gazier, Ancien Ministre. Daniel Gélén, Comédien. Alain Gerber, Critique de jazz. Bernard Giraudeau, Comédien. Jean-Charles Gonthier, Avocat. Gabriel Gosselin, Sociologue. Marcel Gotlib, Dessinateur B.D. Alain Gourdon, Conseiller à la Cour des Comptes. Christine Gouze-Reynal, Cinéma. Christian Goux, Economiste. Xavier Graal, Ecrivain. François Gros, Scientifique. Jean-Michel Grosz, Mutualiste étudiant. Benoîte Groult, Ecrivain. Claude Gruson, Economiste. Jacques Guenée, Militant associatif. Roger Guenanten, Agriculteur. Alain Guille, Biologiste. Henri Guillemin, Historien. Paul Guimard, Ecrivain. Claude Guislain, Architecte. Jean Guizerix, Danseur. Roger Hanin, Comédien. Marcel Hanouin, Cinéaste. Gérard Hardin, Universitaire. André Harris, Journaliste. Jean-Pierre Harris, Militant associatif. Henri Heinemann, Ecrivain. Pierre Jakes Hélias, Ecrivain. André Hirschfeld, Conseiller d'Etat Honoraire. André Hodeir, Critique de jazz. Gérard Holder, Maire de Cayenne - Guyane. Jules Horeau, Agriculteur. Pr Pierre Huguenard, Médecin. Roger Ikor, Ecrivain. Christian Ivaldi, Musicien. Pr Jacques Izard, Médecin. Frédéric Jalon, Maire des Abymes - Guadeloupe. André Jeanson, Syndicaliste. Yves Jouffla, Avocat. Alain Jouffroy, Ecrivain. Charles-André Julien, Historien. Pierre Kast, Cinéaste. Jean-Marie Kerloc'h, Ancien Maire de Plougoff. Georges Klejman, Avocat. Jean Krikorian, Responsable d'Association arménienne. Pr Henri Laborit, Biologiste. Simone Lacouture, Ecrivain. Jean Lacouture, Ecrivain. Maurice Lacroix, Philosophe, ancien député de Paris. Pierre Latumière, Universitaire. Claude Lanzmann, Cinéaste. André Lapostolle, Association de Jeunes et d'Education Populaire. Augustin Laurent, Ancien député-maire de Lille. Emile Lebellier, P.T.T. Yves Lebouffant, Ouvrier tôle, Président du comité de soutien de la Sarthe. Claude Leclercq, Juriste. Marie-France Legrand, Militante associative. Gérard Legrand, Ecrivain. Pierre Lemorvan, P.T.T. Madeleine Léo-Lagnan, James Lequeux, Astronome. Général Gilbert Leuba, Didier Levallet, Musicien de jazz. Jean-Paul Levy, Avocat. Pierre Llau, Economiste. Dominique Lozach, Journaliste. Philippe Lucas, Universitaire. Vito Luzzati, Généraliste. Françoise Mallet-Joris, Ecrivain. Lucien Malson, Critique musical. Etienne Manach, Ambassadeur de France. Claude Manceron, Ecrivain. James Marange, Syndicaliste. Michel Marcus, Ancien Secrétaire général du Syndicat de la Magistrature. Pierre Marcilhacy, Ancien Sénateur.

Louis Marin, Philosophe. Danièle Marion-Fondanèche, Avocate. Jeanne Marinnet, Universitaire. André Martinet, Universitaire. Jean-Jacques Mayoux, Angliciste. Daniel Mayer, Membre du Conseil National de la Résistance. Albert Memmi, Sociologue. Gérard Mendel, Médecin. Pierre Mendès-France, Marthe Mercadier, Comédienne. Pierre Merlin, Universitaire. Armand Mestral, Artiste lyrique. Charles-Albert Michalel, Economiste. Clément Michel, Sécurité Sociale. Michel Mimou, Militant régionaliste. Jean Minjoz, Ancien Secrétaire d'Etat. Robert Misrahi, Philosophe. Michel Mitran, Cinéaste. Jacques Mitterrand, Ancien administrateur de la France d'Outre-Mer. Serge Moati, Cinéaste. Gérard Monate, Ancien secrétaire général du syndicat des policiers en tenue. Jean-Marie Montaron, Vétérinaire. Maurice Montel, Secrétaire général du groupe des 80 parlementaires opposés à Pétain. Claire Morandat, Combattante de la Résistance. John Morganjones, Expert judiciaire. Léopold Moreau, Universitaire. Yves Navarre, Ecrivain. Claude Nicolet, Historien. André Neyton, Animateur de théâtre occitan. Jean Offredo, Journaliste. Bulle Ogier, Comédienne. Claude Olivenstein, Médecin. Eric Orsenna, Ecrivain. Pascal Ory, Historien. Roger Pannequin, Commandant F.T.P. George Pau-Langevin, Avocate. Gilbert Pauriol, Agriculteur. André Paysant, Economiste. Jérôme Peignot, Ecrivain. Francis Perrin, Collège de France. Yves Perrin, Tiers Monde. Michel Philipponneau, Géographe. Jean Pignat Le Doux, Artiste peintre. Michel Piccoli, Comédien. Piem, Dessinateur. Jacques Pierre, Compagnon de la Libération. Charles Péri, Historien. René-Victor Philès, Ecrivain. Yves Pinaud, Sportif. Roger Priou-Vallée, Membre du Comité parisien de Libération. Jean Prouteau, Ancien dirigeant de la Jeunesse de la Résistance. Suzanne Prou, Ecrivain. Claude Puygallard, Avocat. Claude Querrec, Minotier. Jean-Pierre Ramsay, Editeur. Guy Reibel, Compositeur musique. Jean Récher, Marin. Etienne Régnier, Ancien Président de la Chambre des Métiers de l'Oise. Georges-Bernard Renouard, Syndicaliste. Paul Réthy, Agriculteur. Jacques Ribs, Avocat. Chantal Richard, Informatique. Serge Richard, Journaliste. Jean Rigaux, Chansonnier. Martin Robain, Architecte. Maurice Rolland, Compagnon de la Libération. Gabrielle Rolin, Ecrivain. Jean-Marie Rougier, Association des Jeunes et d'Education populaire. David Rousset, Ecrivain. Gérard Sacaze, Agriculteur. Françoise Sagan, Ecrivain. Vice-Amiral Antoine Sanguinetti, Alice Sapritch, Comédienne. Catherine Sauvage, Comédienne. Alain Savary, Compagnon de la Libération. Laurent Schwartz, Scientifique. Evry Schatzman, Astro-physicien. Alain de Sédouy, Journaliste. Françoise Séligmann, Combattante de la Résistance. Marcelle Souchet, Rédactrice en chef de Jeune République. André Sourmac, Technicien agricole. Sylvie Szulmann, Informatique. Jacques Tajan, Commissaire priseur. Haroun Tazieff, Vulcanologue. Gilbert Temmermann, Artisan. Pierre Teyssyre, Agriculteur. Janine Tillard, Ancienne résistante. Charles Tillon, Ancien Commandant en chef des F.T.P. Marguerite Thibert, Membre du B.I.T. Jacques Trichet, Ouvrier fraiseur au chômage. Etienne Trocme, Théologien. François Truffaut, Cinéaste. Simone Troigros, Syndicaliste. André-Jean Tudesq, Historien. Pierre Uri, Economiste. René Vallat, Agriculteur. Pierre Vaneck, Comédien. Jean-Maurice Verdier, Universitaire. Pierre Viaz, Dessinateur. Paul Vignaux, Syndicaliste. Henri Viguer, Député de la Résistance. Conseiller d'Etat honoraire. Alfred Viville, Mère de famille, femme de chômeur, mère de chômeurs. Claude Willard, Avocat. Maurice Zavaro, Ancien secrétaire du Syndicat de la Magistrature. Fred Zeller... (première liste de signatures). Et tous les parlementaires socialistes (Députés, Sénateurs et Députés européens.)

Comité de soutien à la candidature de François Mitterrand.

10 rue de Solferino 75007 Paris

Edgar Fauts



Editoriaux.

Dans l'Express, un éditorial c'est une page où l'auteur exprime sans ambages son opinion sur un fait, un événement ou un homme. Il y a peu d'exemples où le crayon se substitue à la plume, le dessin à l'écriture : Jacques Callot peut-être, Daumier certainement et, plus proche de nous, Tim sans aucune ambiguïté. Ce dessin qui va à l'essentiel en quelques traits, qui s'indigne ou s'attendrit, fustige ou exalte, donne encore plus de force à notre conception de l'éditorial. Chaque semaine dans l'Express, Jean-François Revel, Raymond Aron, Olivier Todd, Max Gallo et Tim disent librement en images ou en mots ce qu'ils pensent de la politique, de l'économie, de la société, ou de l'art. Ce qui les conduit parfois à avoir sur les mêmes sujets des opinions très différentes. Mais, n'est-ce pas, pour le lecteur de l'Express, la meilleure façon de se forger sa propre opinion ?

L'EXPRESS

L'EXPRESS

Wilco

JUSTICE

M. Marcel Caratini est nommé président du tribunal de Paris

Réuni jeudi 26 mars sous la présidence du chef de l'Etat, le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.) a procédé à d'importantes nominations de magistrats. L'une d'elles retiendra particulièrement l'attention : M. Marcel Caratini, premier président de la cour d'appel de Lyon, succède à Mme Simone Roès comme président du tribunal de grande instance de Paris.

La récente nomination de Mme Roès aux fonctions d'avocat général à la Cour de justice européenne à Luxembourg (le Monde du 19 mars) avait été le plus souvent interprétée comme une mise à l'écart d'un magistrat jugé trop indépendant. Mme Roès elle-même ne cachait pas que son départ de Paris ne devait être que temporaire.

A Lyon, M. François Caillier, conseiller à la Cour de cassation, succède à M. Caratini. On fait observer dans les milieux proches du C.S.M. que, pour la première fois, un magistrat occupant un poste en province est nommé à la tête du tribunal de grande instance de Paris.

Le Conseil supérieur de la magistrature a nommé d'autres magistrats : MM. Jacques Pauti, premier président de la cour d'appel de Paris, et François Tarabeni, président de chambre à la cour d'appel de Versailles, deviennent conseillers à la Cour de cassation. M. Thierry Cathala, conseiller à la cour d'appel de Paris, et Maurice Lasserre, président de chambre à la cour d'appel de Lyon, deviennent respectivement premier président de la cour d'appel de Pau et premier président de la cour d'appel de Pau.

(M. Marcel Caratini, né le 19 mai 1914, docteur en droit, a été avocat et magistrat à la Cour de cassation. Il est entré dans la magistrature en 1944 après avoir fait partie, en 1944, du cabinet du conseiller judiciaire auprès du chef

de l'Etat, M. Caratini a été président des tribunaux de Pau (1948-1950), puis de Saint-Denis (1950-1952), puis de Saint-Denis (1952-1954), puis de Saint-Denis (1954-1956), puis de Saint-Denis (1956-1958), puis de Saint-Denis (1958-1960), puis de Saint-Denis (1960-1962), puis de Saint-Denis (1962-1964), puis de Saint-Denis (1964-1966), puis de Saint-Denis (1966-1968), puis de Saint-Denis (1968-1970), puis de Saint-Denis (1970-1972), puis de Saint-Denis (1972-1974), puis de Saint-Denis (1974-1976), puis de Saint-Denis (1976-1978), puis de Saint-Denis (1978-1980), puis de Saint-Denis (1980-1981).

M. FRANÇOIS CAILLIER

M. François Caillier, nommé premier président de la cour d'appel de Lyon, est né le 14 janvier 1924 à Tournon-sur-Rhône. Il a été magistrat en 1948, puis a été nommé juge des enfants (1951-1957), puis conseiller à la cour d'appel de Paris (1958). M. Caillier a occupé les fonctions de conseiller technique en cabinet de ministre des armées. M. Pierre Moisson, dans les gouvernements de M. Georges Pompidou (15 avril 1969 au 7 avril 1974) et de M. Valéry Giscard d'Estaing (15 avril 1974 au 7 avril 1977), a été conseiller à la Cour de cassation le 12 mars 1981.

M. THIERRY CATHALA

M. Thierry Cathala, nommé premier président de la cour d'appel de Pau, est né le 3 février 1925 à Bordeaux. Il est entré dans la magistrature en 1946, après avoir été avocat stagiaire. Il a fait une grande partie de sa carrière comme juge d'instruction avant d'être nommé juge à Paris, en 1968, puis vice-président à Marseille, en 1974, et conseiller à la cour d'appel de Paris, le 14 septembre 1978.

M. MAURICE LASSERRE

M. Maurice Lasserre, nommé premier président de la cour d'appel de Lyon, est né le 10 novembre 1925 à Port-de-France. Il a fait la majeure partie de sa carrière dans le département d'Indre-et-Loire, où il est entré dans la magistrature en 1944. Il a été nommé premier président à Valenciennes, en 1968, vice-président à Valenciennes, en 1970, et premier président à Valenciennes, en 1972. Il a été nommé conseiller à la Cour de cassation, le 14 septembre 1978.

L'AFFAIRE PEIGNAUX EN APPEL

Médecine et démente

13 mars 1981 : un enfant âgé de sept ans, Didier Robouan, mort d'hémorragie après avoir été opéré d'une appendicite qu'il s'était pas, par un généraliste de Saint-Denis, le docteur Pierre Peignaux, aujourd'hui interné à l'hôpital psychiatrique de Villejuif.

26 mars 1981 : la vingt-troisième chambre de la cour de Paris examine à son tour cette affaire rattachée à quelques questions de bon sens : comment un médecin, inscrit au tableau d'un ordre départemental, peut-il se livrer à une activité alors que, sept jours avant le drame, il était encore en traitement à l'hôpital Sainte-Anne ?

Le président du conseil de l'ordre départemental de la Seine-Saint-Denis de l'époque, le docteur Jules Troncy, n'a pu éluder la question de sa responsabilité. En fait, au cours de l'audience, le docteur Peignaux a été interrogé sur son état d'esprit au moment de l'acte. Il a répondu qu'il se sentait bien, qu'il était en pleine possession de ses facultés, qu'il n'avait aucune raison de douter de sa compétence. Il a également déclaré qu'il n'avait aucune connaissance de l'état de santé de l'enfant, qu'il n'avait aucune connaissance de l'existence d'une maladie chronique.

De cette affaire, le parquet fait le premier à interdire l'appel, mais par la partie civile, qui représente M. Charles Libman. On a donc ouvert ce dossier complexe. Mais ce nouveau débat, le 26 mars, sous la présidence de M. Jacques Barrot, fut bien différent : plus incisif, plus ardent et surtout marqué par les courtes interventions de M. Ferdinand Beck, avocat général, et de M. Jean-Marc Théolayre, avocat de la cour d'appel de Paris.

Faits et jugements

La Fédération F.O.

de la justice et les sanctions prises à Fresnes.

Après la mise à la retraite du directeur de la maison d'arrêt de Fresnes et les mutations de membres du personnel pénitentiaire en liaison avec la tentative d'évasion de Philippe Maurice Mouton (31 mars), la Fédération F.O. de la justice a tenu une réunion à Paris. Les membres ont discuté de la situation et des mesures à prendre. Ils ont également discuté de la situation des prisonniers et des conditions de détention.

Des crises imprévisibles

De la même façon, les explications des professeurs Colonna et Danthier ne le satisfaisant pas, le docteur Peignaux a été interrogé sur son état d'esprit au moment de l'acte. Il a répondu qu'il se sentait bien, qu'il était en pleine possession de ses facultés, qu'il n'avait aucune raison de douter de sa compétence. Il a également déclaré qu'il n'avait aucune connaissance de l'état de santé de l'enfant, qu'il n'avait aucune connaissance de l'existence d'une maladie chronique.

Le stationnement

L'aéroport d'Orly ne peut pas être tenu pour responsable des dégâts causés à une voiture laissée en stationnement dans un parking payant par son propriétaire. Ainsi, dans la décision de la Cour de cassation, présentée par M. Henry Charles, s'agissant du rapport de M. Jean-Marie Lévy, conseiller, les observations de M. Jacques Barrot, les conclusions de M. Julien Aymond, avocat général, et de M. Jean-Marc Théolayre, avocat de la cour d'appel de Paris, ont été prises en compte.

Un nouveau complément d'information

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse, présidée par M. Alain Besset, vient d'ordonner un nouveau complément d'information dans l'affaire Fourn.

Après la mise à la retraite du directeur de la maison d'arrêt de Fresnes et les mutations de membres du personnel pénitentiaire en liaison avec la tentative d'évasion de Philippe Maurice Mouton (31 mars), la Fédération F.O. de la justice a tenu une réunion à Paris. Les membres ont discuté de la situation et des mesures à prendre. Ils ont également discuté de la situation des prisonniers et des conditions de détention.

Le stationnement

L'aéroport d'Orly ne peut pas être tenu pour responsable des dégâts causés à une voiture laissée en stationnement dans un parking payant par son propriétaire. Ainsi, dans la décision de la Cour de cassation, présentée par M. Henry Charles, s'agissant du rapport de M. Jean-Marie Lévy, conseiller, les observations de M. Jacques Barrot, les conclusions de M. Julien Aymond, avocat général, et de M. Jean-Marc Théolayre, avocat de la cour d'appel de Paris, ont été prises en compte.



"A LA BEAUTE TOUJOURS FIDÈLE TU RESTERAS."

AUDI. LA FOI AUTOMOBILE.

AUDI 80. Aujourd'hui tout ce qui a quatre roues devient utilitaire. Une voiture transport, c'est tout. Sa ligne, son style, les constructeurs l'oublient. Pas Audi. Audi ne sacrifie pas à cette mode. Une voiture doit être belle. Belle comme une Audi 80. Avouez qu'on ne reste pas indifférent devant elle. Il est vrai qu'un artiste y a mis la main. Il a traduit ce que l'aérodynamisme exige. Il l'a faite harmonieuse et équilibrée. Ce sont ses qualités profondes. D'un coup de clé, on sent cette traction avant ardente et sûre. Ardente, elle l'est. On le découvre en 12,1 secondes, le temps de passer de 0 à 100 km/h. Sûre aussi avec sa direction auto-stabilisante et son système de freinage à double circuit en diagonale. On la dit sobre. Elle l'est. Grâce à ses 5 vitesses, cette 7 CV ne consomme que 6,1 l/100 km à 90 km/h, 8,0 l/100 km à 120 km/h et 11,5 l/100 km en ville. Des litres d'ordinaire, bien sûr. Car elle n'est pas de ces beautés exigeantes, fragiles. Sa carrosserie traitée anticorrosion est même garantie 6 ans.

Pour une fois, il faut vraiment se fier aux apparences. Entrez. Asseyez-vous. Le galbe anatomique des sièges recouverts de tissus moelleux, l'intérieur cossu, l'espace enfin finiront par vous convaincre. Jusqu'à tel bruit qu'on n'entend pas, car elle est belle et elle se tait.

VAG, le réseau Volkswagen Audi, vous présente les Audi dans 600 points de service. Audi 80, essence et diesel de 54 à 110 ch.

A PARTIR DE 41.990 F



Modèle présentée: AUDI 80 GLE 1.8 16V. Peinture métallisée en option. *Consommation conventionnelle à vitesse stabilisée (normes UTAC). **Prix TTC au 19/01/81.

NOUVEAU VOL PARIS-NEW YORK:

L'Amérique gratuitement!

Pour l'Amérique, pensez à prendre Pan Am. Et, la fois suivante, emmenez quelqu'un gratuitement avec vous. Voici comment faire :

Vous achetez un billet aller/retour en première ou en Clipper Class® pour New York. Utilisez-le entre le 2 avril et le 15 mai 1981.

Alors, vous recevrez un coupon à l'aller et un autre au retour. Ces deux coupons accompagnés du talon de votre billet vous permettent, et à vous seul, de recevoir un aller/retour gratuit Paris-New York; que vous offrirez à la personne de votre choix. Attention ni les coupons ni le talon du billet ne sont transmissibles.

Ce billet gratuit devra être utilisé lors d'un voyage avec vous. A la même date : entre le 16 mai et le 15 septembre 1981. Dans la même classe : en première ou en Clipper Class. Ainsi, votre invité voyagera gratuitement avec vous.

Notre opération "l'Amérique gratuitement" n'est valable qu'entre Paris-New York et pour 25 villes américaines que dessert Pan Am plus Guam et San Juan. La personne qui achète les billets doit être majeure.

Tout cela signifie que si vous allez souvent à New York, pour le plaisir ou pour affaires, la prochaine fois vous pourrez emmener quelqu'un avec vous gratuitement. Votre épouse, par exemple.

Ou si vous n'aviez projeté qu'un voyage aux USA cette année, voilà une excellente occasion d'en faire deux.

Pourquoi Pan Am offre-t-il
"l'Amérique gratuitement" sur le
second voyage? Simplement pour
lancer son vol quotidien direct
Paris-New York sur Tristar L1011.
Pour plus d'informations,
contactez votre agent de voyages,
ou Pan Am : 266.45.45.

Mais appelez rapidement.

Souvenez-vous
que l'Amérique
est gratuite en
ce moment, et
qu'une telle offre
ne saurait durer
longtemps.



هكذا من الأرض

**CATALOGUE
AU CRIBLE**

NOTRE tableau analyse six programmes de safaris-photos, organisés par les six principales marques de voyages à forfait sur le Kenya. Tous ces safaris peuvent être prolongés par une semaine de séjour balnéaire sur la côte du Kenya, dite Côte de Corail, ou, dans le cas de l'agence M.V.M., dans l'île de Mahé, aux Seychelles.

Notre choix ne s'est pas porté nécessairement sur les « meilleurs » safaris (les meilleurs durent de onze à quatorze jours et sont organisés par ces mêmes marques, sauf Hôtelplan) mais sur de bons programmes clas-

Les safaris retenus prévoient tous — sauf deux, et nous verrons pourquoi — six unités dans les réserves ou parcs nationaux, ce qui est le strict minimum pour voir l'essentiel. Il faut être très circonspect vis-à-vis des programmes qui obligent à demeurer plus d'une nuit à Nairobi, étape nécessaire pour des raisons techniques (les escales

Il convient aussi d'être très réservé devant des offres de séjour de longue durée à bas prix, mais qui imposent de réserver la moitié du temps sur la côte ! C'est le cas, par exemple, du « Safari chez les Masais » de Delta, au prix accrocheur de 7.800 F pour vingt-croque-jours depuis Paris, mais qui ne donne en fait que huit jours pleins dans les réserves (dont deux dans le parc de Tsavo, qui se révèle sans grand intérêt), trois jours à Nairobi et neuf sur la côte dans

Six safaris sur le Kenya



Ինդիանա Սթեյնհայմ / Մոնթիոլ

un hôtel dont on ignore le nom. Lorsqu'il y a partage du temps entre une partie safari et une partie baignoire, cela doit apparaître clairement. C'est le cas chez Nouvelles Frontières - en demeurant discret sur les camps ou lodges utilisés et sur les vols utilisés et sur les vols internationaux.

Le safari de M.V.M. ne prévoit que cinq nuits dans les réserves ; mais ce tour-opérateur (très spécialisé dans le tourisme individuel) est le seul à prévoir les longs trajets en petits avions, ce qui épargne temps et fatigue. En revanche, ce programme, ainsi que celui de Touropra, souffre d'une faiblesse : il ne propose pas de visite dans une réserve de « montagne », l'un des ingrédients indispensables pour un

Réserves aquatiques

C'est l'occasion de rappeler qu'on ne se rend pas seulement au Kenya pour admirer des animaux, mais aussi, et à intérêt au moins égal, pour découvrir des paysages étonnants, dans des reliefs très tourmentés, avec une végétation très variée. Si l'on s'agitait que de voir de grosses bêtes en liberté, un séjour dans la réserve de Masai Mara suffirait, puisque presque toutes les espèces y sont représentées. À l'exception de la faune ornithologique, et en quantité suffisante. C'est pourquoi cette réserve doit se voir en fin de safari et non, comme c'est le cas chez nous, à l'entrée (le safari

Revenons aux réserves de montagne (les Aberdare et Nyeri Mount Kenya). Un bon safari

doit commencer par elles. Dans toutes les autres réserves, on circule en minibus, on va à la rencontre des animaux. Dans les lodges des réserves de montagne, c'est l'inverse. Ce sont des points d'observation qui vous contrai-

gnent à l'immobilité, en attendant que les animaux viennent boire au point d'eau prévu à cet effet (comme on peut le voir par exemple sur les photos dans le catalogue Africatours). Si cette « découverte » est proposée au fin de safari (cas d'Hôteplian) on risque de ressentir des fourmis dans les jambes et quelques frustrations, voire de déception après avoir parcouru les grands

Un autre genre de réserves, les réserves aquatiques devraient être proposées au cours de tout bon safari. On en trouve dans les lacs Malawi, Nakuru et, plus au nord, Bogoria et Baringo. Ici l'intérêt est triple, mais obscurs : d'abord, une dominance ; on y observe toute la faune ornithologique (très riche à Nakuru surtout), les paysages traversés sont spectaculaires. Il s'agit notamment de cette grande brousse de l'écorce terreuse, la Rift Valley (les paysages de Baringo particulièrement méritent qu'on emprunte le tour du plus pénible). Enfin, c'est l'occasion d'observer un safari, de se reposer (au lac Malawi surtout).

Après une réserve de montagne, une réserve aquatique, une ou deux réserves de type savane ou steppe, s'imposent. A l'exception de Masai Mara, qui appartient à cette catégorie, ces réserves (Amboseli, Samburu Meru, Maralal...) se placent au cours de l'itinéraire sans ordre précis, si ce n'est celui de la logique des distances.

COLETTE MARVAUX
(Lire la suite page 18.)

A cheval chez les Masais

« **B**UFFALOS ». Les buffalons ont surgi du puits à 50 mètres, marchant sur les chevaux effrayés de la forêt. Gardez de trouver des cavaliers sur leur chemin, ils s'arrêtent, hésitants. Les cornes pointent vers le ciel, noires énormes, ils regardent, l'air moisi chant. Tony pousse son cheval vers eux et s'approche : des cris gutturaux. Chargez, chargez, chargez ? Les bêtes de tête choisissent de se jeter sur le cheval de Tony. Les bêtes de tête choisissent de se jeter sur le cheval de Tony. Les bêtes de tête choisissent de se jeter sur le cheval de Tony.

A. *Quarante-deux ans, natu-*
ralisé Kenyan, Tony Church, resté
Anglais, il habite un cottage en
pierre, aux environs de Nairobi,
et ne renonce jamais — 'broussé
ou pas — à son fief o'clock tea
Avec charme et humour
et aussi juste un brin de suffi-
sance, il vous explique, avec une
assurance tranquille, qu'il ac-
cepte à proposer des safaris à
cheval en pays maasai, des bordes
de la Rift Valley à la trombe
tarzanienne, parce qu'il en est
le seul capable.

Trente à quarante kilomètres par jour. Six à huit heures de cheval. D'étape en étape, d'entente en entente, camp de Sunguria, l'expédition passe, grosse, dans la direction du Victoria, comme à travers le pignon d'un grand bric à brac où les tentes jaunes et le vert pâle, les attelages raiés d'olives et les affûts, hautes peaux qui chutent sur un occourpement d'où le vin court ainsi obéissant sur la plaine, jusqu'aux prochaines hauteurs, 50 ou 100 kilomètres plus loin.

	KUONI Ruwa Simba	HOTEL PLAN Safari Kenya	JET TOURS Serena Maara	TOUROPA Punda Milla	AFRICATOURS Safari séjour	MVM Nalsenda
Le vol	Luthando Champanon à Francfort Boeing 747	Salati Champanon à Zurich DC-16	Air France Boeing 747	Air France Boeing 747	Suissair - Champanon Zurich-Champs DC-10	Kenya Airways Boeing 747
L'accompagnement (en cours du safari), Particularité dans le minibus	Guide local depuis Paris + le chauffeur Place fenêtre garnie	Guide Hotelplan sur pl. + le chauffeur Place fenêtre garnie	Guide Jet Tours depuis Paris + le chauffeur 6 nuits 1 nuit (Géomé)	Guide local (se pointant sur + le chauffeur 6 nuits 1 nuit (New Stanley)	Champanon guide local (se pointant sur + le chauffeur 3 nuits -	Champanon guide local (se pointant sur + le chauffeur 3 nuits (Géomé)
Nombre de nuits en safari	8 nuits	8 nuits	6 nuits	6 nuits	3 nuits -	6 nuits
Nombre de nuits à l'hôtel	1 nuit (intercontinental)	1 nuit (Savannah)	1 nuit	1 nuit	1 nuit	3 nuits (Géomé)
Reserve de type « MONTAGNE »	—	—	—	—	—	—
Reserve de type « AQUATIQUE »	—	—	—	—	—	—
Reserve de type « SAVANNE »	—	—	—	—	—	—
Dont réserve de MASAI MABA	—	—	—	—	—	—
Départ en août 1981 et prix pour le JOUR PARIS-PARIS (7 nuits sur place)	6 août 1981 9 130	2, 9, 16, 23 août 1981 (5 nuits sur la vol) 9 130	5 août 1981 6 700	5 et 12 août 1981 7 610	11, 18 et 25 août 1981 8 690	11, 18, 25, 29 août 1981 8 130
Une semaine supplémentaire de séjour bénéficie (genti, comp) (7 nuits sur place)	Hôtel Serena Beach 1er étage + 1 970	Hôtel Serena Beach 1er étage (5000 miles transferts) + 1 235	Hôtel Serena Beach 1er étage + 1 235	Eden White Sand 1er étage + 1 750	Eden White Sand Standard (1000 + 50 miles transferts) + 2 000	Hôtel de 1 ^{re} catégorie sur Maba (Géomé) + 2 000
PAIX TOTAL pour 11 Jours Paris-Paris- (7 nuits en aérotaxi + 7 nuits en séjour sur la côte (sauf Maba))	11 150	11 200	11 600	6 300	8 300	11 900

Les prix indiqués dans ce tableau sont établis en francs français. Ils concernent des forfaits calculés par personne sur la base de la chambre double. Ils ont été

relevois, ainsi que les descriptifs d'itinéraires qui s'y rapportent, dans les catalogues 1981 ou Été 81, distribués en mars 1981 par les agences de voyages. Les prix ne

concernant que les départs les plus coûteux, choisis en août 1981. Le tableau précise entre parenthèses l'ordre dans lequel sont affectuées les visites des réserves.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.
(Lire la suite page 18.)

**Le Monde des
PHILATELISTES**
L'OFFICIEL DE LA COLLECTION

Dans le numéro d'avril
(86 pages)

TIMBRES ET TYPES
La recherche philatellique
à la portée de tous
les collectionneurs

Les essais privés
pédicursors
des timbres d'Algérie

En vente dans tous les kiosques :
à francs.

21, bis, bd Raspail, 75006 Paris
Tél. (1) 246-79-22.

LE TOUR DU MONDE
EN 4 SEMAINES

Du 31-12 au 31-1 et du 31-7 au 28-8

Paris - Singapour - Bali - Sydney
 Nouvelle-Zélande - Tahiti
 San Francisco - New-York - Paris
 Prix avec pension : 18.868 F

Du 21-10 au 22-11

Paris - Rio - Santiago de
 de Péques - Tahiti - Moorea
 Rangiroa - Nouvelle - Zélande
 (N. et S.) - Sydney - Bali
 (Singapour - Paris

Prix (avec pension) : 21.340 F

LA CROISÉE DU SUD
 5, rue d'Arrou, 13002 PARIS
 Tél. : 01-42-82-70. Licence A 691

Hôtel Club SANGHO***
à ZARZIS, près de JERBA

1 semaine : 2 450 F

*De PARIS à PARIS, en pension complète
boissons aux repas à discrétion,
TENNIS et VOILE à volonté,
sans supplément.*

Départ chaque dimanche soir.

- Palmeraie et cadre verdoyant
- Les pieds dans l'eau !
- Plage de sable fin
- Vacances sportives, dépayssantes, culturelles.
- Hydrothérapie
- Miniclub enfants

NOM _____

ADRESSE _____

Documentation gratuite sur demande

TUNISIE COCTAIL

30, rue de Richelieu 75 001 PARIS ☎ 236.112.25 & 236.14.25

COSETTES 81

« **L** E domaine de Baszeuil — à 6 kilomètres du bourg, altitude 340 mètres. Séjour d'enfants dans le cadre familial d'une ferme permettant l'élevage ovin... » Ce « gîte d'enfants », répertorié dans l'annuaire 1981 des Gîtes ruraux de France, compte parmi les cinq récemment ouverts en Limousin. Ses propriétaires, Gilles et Catherine de Vomécourt, « tournent » depuis deux ans, lors des congés scolaires, avec une capacité d'accueil de vingt à six jeunes pensionnaires. « Bien des lieux nous ont déjà des jeunes et un pensionnat de jeunes couple d'exploitants n'a pas souvent d'avoir dû jouer les gendarmes ou les « rangers ».

Seul épouvantail au tableau, le forfait journalier, qui se situe dans les hauts de gamme : 100 F. S'il est des parents pour pousser un « ouf » de soulagement à ce prix-là, la plupart feront la moue.

Grandir avec les poplains

Déjà, régional des Gîtes est responsable, auprès de la Chambre d'agriculture de Limbourg, d'un Centre d'initiation à la vie rurale, où, chaque année, 150 jeunes de 15 à 25 ans, de la région parisienne, sont accueillis. Jacques Bouchet reconnaît que les coûts de personnel s'avèrent « modestes » par rapport à ceux que nécessite la qualité des services offerts et les réelles valeurs qui paraissent en découler. Mais, il ne se satisfait pas, assure-t-il, soixante-dix fermes pratiquant des forfaits de 100 à 150 francs par semaine, sans option, mérite, d'apparence aséptisée. Cette année, une campagne de sensibilisation sera lancée par le Gîte de la région parisienne, à l'égard des deux parties non semble avoir davantage de valeur pédagogique, dit-il, que celle de la région de la Loire. A l'échelle nationale, peut fournir un complément de revenus par l'exploitation agricole. Outre cet apport, il ne fait aucun doute que le gîte apporte à la région de gîtes, à quel veuille Jacques Bouchet, apporte encore largement sur des aspects de la vie rurale. Le Gîte de la région parisienne, dit-il, a tiré parti pédagogique, d'après de rompre l'isolement cancéral, voire confinentes avec

Robinsons des temps écologiques, autrement qualifiés de « néo-ruraux », Jacques et Martine Grall ont toujours « tapé sur le même clou », sachant, si besoin, retrousser leurs manches et prêter main-forte à un voisinage avant de réussir à forcer l'estime

des autochtones. Le gite aura, de leur propre aveu, conforté ce retour à la terre.

Posée sur une colline de la Haute-Vienne, dans le « pays des feillardiers », leur ferme des Sept Châtaigniers abrite un

[illegible]

Une thérapie douce ? Les services départementaux de l'Aide sociale à l'enfance ont jugé l'expérience des gîtes assez convaincante pour y prendre part. A Bassecail, on cite le cas de cette fillette distraitique qui se chauffait et rangeait ses vêtements à l'envers. Le jour de son arrivée, la confusion cessa... Pour reprendre à l'heure du départ.

Brefs répit, inévitables malentendus. Il arrive que des parents venus conduire leur progéniture « possenti d'emblée aux aveux », battant leur couple sous l'œil parfois ahuri des familles d'accueil. Or celles-ci n'ont pas pour vocation de servir d'alibi. Mais, de stades de formation en contacts amicaux, le relais li-

moussin, avec sa poignée d'adhérents, peut encore se payer le luxe de procéder par affinités et d'entrer dans les détails. Tous s'estiment correspondances d'un fonctionnement des gîtes, avec la hantise du pépin qui viendrait tout richer.

Même s'ils mentionnent rarement leur éventuel passé d'enseignant ou d'éducateur (ces titres de pédagogue ne font plus recette), les néo-ruraux ne témoignent pas de la même réserve dans leur accueil que les paysans de souche. Encore que ces derniers ne soient guère représentatifs du Crenseils ou du Corrèzien bon teint. Cette mar-

ginalité effleure moins dans des régions où le formule a pris un tour moins confidentiel. Ainsi de l'Isère où la population du Versoud, bien avant que soit appliquée, voici quatre ans, la charte des gîtes d'enfants, avait coutume de recevoir des écoliers venus se refaire une santé. En fait, il n'existe pas de ferme témoin, chaque offre un micro-climat qu'il est encore possible d'apprécier en se mettant, directement en rapport avec son propriétaire.

Si une tablee d'enfants surour du « canion » limousin (une vaste cheminée) particeps de l'air du temps, ce dernier fleuron du tourisme vert qu'est le gîte d'en-

fants promet d'être longtemps de saison. A l'instar des tables d'hôtes ou des prochains séjours à la ferme qui s'adresseront cette fois à toute la famille. Pour l'heure, les six-douze ans ont l'occasion de prendre la clé des champs. Qu'il en sorte des paysans, sans doute pas. Des journées de vacances moins essentielles et découvertes qu'à l'ordinaire, plus sûrement. Mais il n'y a que les adultes pour s'en féliciter. On oublie vite à cet âge.

GILLES DUSOUCHET.

(1) Outre les annuaires, certains gîtes ont recours à des encarts publicitaires parus dans la presse, ici une revue de sports équestres.

La charte des gîtes d'enfants

UNE « Charte des gîtes d'enfants », déposée par la F.N.G.F. (Fédération nationale des gîtes ruraux de France, 35, rue Godot-de-Maurville, 75000 Paris 14) - 742 05 02.

roy, 19048 Paris, tél. : 14-23-24),
garantit les modalités de séjour
des enfants ainsi que le recrute-
ment des familles d'accueil,
agréées et contrôlées en rapport
avec les services départemen-
taux de la jeunesse et des
sports, de l'éducation sanitaire et
sociale et des caisses de mutua-
lité agricole. Le gîte peut rece-
voir onze enfants au maximum,
âgés de six à treize ans, lors
des vacances scolaires. Au-delà
de six enfants est exigé le
concours d'une aide monitrice
tournée par le relais départemental
des aînés.

Quant à la sécurité, les familles s'engagent à contracter une assurance complémentaire non incluse dans les prix forfaitaires.

Ces derniers oscillent entre 40 et 120 francs par jour, activité du loisir, et blanchissage compris (sauf en cas de prestations supplémentaires, type lit et nourriture, piscine...). Des maisons d'allocations familiales, notamment en région parisienne, défilent leurs bons-vacances pour ce mode de placement, le plus demandeur généralement fixé à 35 francs par jour et par enfant. Des comités d'entreprises commencent aussi à se placer sur les listes de réservation.

Les annuaires publiés par les relais départementaux fournissent le détail des offres de séjour. En Limousin, fonctionne un service Loire-Accueil : 14, place Jourdan, 87000 Limoges, tél. : (55) 34-70-11. On peut également se reporter à la brochure Séjours et randonnées

en espace rural, édité fin mars
1981 par la F.N.G.F., disponible
au siège (15 francs) ou par
envoi postal (20 francs).

Les gîtes d'enfants se localisent principalement en Charente, Limousin et région Rhône-Alpes. Cette dernière a organisé, en train, des enfants de Paris à destination de l'étranger, les trains de voyage restant à la charge des parents.

En dehors des gîtes, un autre organisme s'occupe d'aménager le séjour d'enfants dans des familles d'accueil, Association régie par la loi de 1901, le Maréchal, 70, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris, tél. : 707-00-20, se caractérise cependant par des « structures tout temps, tout terrain » qui ne le destinent pas aux seules vacances en milieu rural. — G. D.

IRLANDE  **Mac Bride Voyages**

Demandez votre documentation gratuite

138, rue d'Assas, Paris-6
- 33-02-00

Été 87
E.F.F. TARIF
* Early Bird fare

895 F

PARIS-
DUBLIN
A.R.

THERMALISME AU SOLEIL DU ROUSSILLON

L'AFRIQUE DU SUD

**Un Monde en
un Seul Pays**

Authentiquement EXOTIQUE
Etonnamment VARIEE
Facilement ACCESSIBLE
Profondément HOSPITALIERE

et si **ENRICHISSANTE**

Parcourez la République
Sud-Africaine en tous sens.
Choisissez votre formule:
AVION + séjour ou
voiture sans chauffeur/hôtels
ou bien circuits accompagnés.

De F5500 à F15670
(Prix basés sur des départs groupés)

Office du Tourisme Sud-Africaïn
9 Boulevard de la Madeleine
75001 Paris Tél.: 261-8230 Télex : 230090

 **isafour**

No _____

Adresse _____

LM/80

Jersey

**800 km
d'adorables
petites routes
vitesse limitée à
60 km/h,
c'est quoi?**



Nos gentils bédés, très en avance pour leur âge, sont incollables sur Jersey.

Dans "ce merveilleux jardin posé sur la mer", comme l'a dit Victor Hugo, la vitesse est, en effet, intelligemment limitée. Découvrez l'île — 20 km de long sur 10 km de large — en empruntant calmement les adorables petites routes qui la sillonnent en tous sens et un véritable enchantement. Comme on les comprend ces visiteurs qui viennent goûter la joie de vivre dans ce petit Etat indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre... et si proche de la France. Aux immenses plages de sable fin et doré succèdent d'adorables petits ports de pêche, de minuscules criques, de hautes falaises couvertes de bruyère.

A l'intérieur de l'île, le campagne est ravissante et, dans les champs ponctués, les célèbres petites vaches jersiaises,

au pelage café crème et aux yeux de bichon, promènent leur regard langoureux.


Les distractions sont innombrables : tous les sports, golf, équitation, etc., zoo, musée, centre récréatif de Fort Regent dans un imposant château fort dominant l'île, discothèques... Vous serez charmé par l'exubérance typique des pubs, le pittoresque des auberges, la simplicité des petites pensions ou du luxe des grands hôtels.

Et à Saint-Hélier, la capitale, un Londres en miniature, dans les rues pittoresques, animées et joyeuses, le shopping est roi.

Un weekend, une semaine à Jersey, c'est le dépaysement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

Jersey, cascade de paix et de beauté, vous attend dès demain.

Bon voyage!



Pour recevoir sans documentation en couleurs, avec le questionnaire de réservation et coupons à Maison de l'Île de Jersey - Département F 19 19 rue Malherbes 75008 Paris

Jersey passe ainsi : Paris Orly-Sud, Kohler, Deserville, Chertemps, Grosvenor, Dunsford, Saint-Benoit, Lumbion, Alabaster, Brest, Lille, etc. (servi par avion) Sotog-Matéo, Deserville, Port-Bell, Carteret.

Consultez votre Agence de Voyages.

Nom _____

Adresse _____

F 5

Elle est nouvelle la "Maison de l'Île de Jersey" 19 bd Malherbes 75008 Paris. Tél. 742.93.68

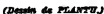
Perles de voyages

Ms Christine David.
(Christine)

Le nourrisseur est toujours le social essentiel, surtout pour les enfants. Mais le manger ? Qu'elles-rues aura-t-il assez ? Souvent, au départ, on réclame des plats exotiques, mais, au bout de trois semaines, on se lasse. On réclame plutôt le bifteck-frites et la bûche de pain, même au bout du monde. Si les repas sont trop riches, on peut prétendre à un lit, à l'hygiène personnelle, à un bain, à un chauffage, à une eau sur les cabarets du Nil, uniquement pour voir les pyramides de Méroé.

Parmi les idées fixes, on peut citer la frénésie d'achat qui arrive à la fin de la semaine, astronomiques, parfois supérieures au prix du voyage proprement dit. Certes, il y a des achats à l'occasion, mais la simplicité authentique des objets. Mais combien de couturiers, de

middle class — frisstes, marié
d'un pantalon à carreaux
et d'une casquette à visière,
sur un terrain détrempé, au
vue des ruines : « C'est net-
tement moins bien que dans
le film de télévision, tu sais bien,
Ben Bur. Pourquoy ont-ils tout
cassé ? » Ahm, à l'Acropole
d'Athènes, une autre Américaine,
muse, fu partient même argot :
Français toujours, celui qui,
à Rio-de-Janeiro, cherche la con-
firmation de ses souvenirs
généralistes : « C'est bien, l'Amé-
rique ? » Français enfin, ce vieux
monsieur qui a eu ce cri du cœur
sinistrement écho en déconvenant
un autre Français : « C'est pas
cathédrale en haut du cap Scutellari
(Gênes) : « Mais c'est tout
déboulé ! »



middle class — risettes, merci vu d'un pantalon, carreaux et d'une casquette à visière, — a-t-elle proclamé bien haut, à la vue des ruines : « C'est nettement moins bien que dans ce film de Léizolov, tu sais bien, Ben Hur. Pourquoi on s'en soit cassé ? » Alors à l'Acropole d'Athènes, une autre Américaine, Rio-de-Janeiro, cherche la confirmation de ses souvenirs géographiques : « C'est bien le *Pactique* ? » Principaux enfin, ce pauvre monsieur qui a su ce ar du cœur sincèrement désole en découvrant l'admirable temple de Poséidon perché en haut du cap Sounion (Grèce) : « Mais c'est tout déboulé ? »

YVONNE REBEYROL

MAROC
trans world morocco
TWM
SOCIÉTÉ DE TOURISME ET DE VOYAGES
 9, Rue de Tefenout (NABAT - Maroc) Tél. 302.26 - 302.51 - 302.67 - Tlx : 30842

REPUBLIQUE TOURS

Week-end à Maratéach : 2690 F

3 nuits

(Pâques, 1^{er} Mai, Pentecôte)

Avion Paris-Tours • Transfers
aéroportuaires • 4 étoiles •
demi-pension • assurance
d'annulation • assurance

L'expédition POLARIS DANISOIS

Du 18^{er} au 27^{er} mai
destination Spitzberg (à 700
km de l'extrême arctique)
voyagerez sur une baleine, la
"Frobisher Island". Vous vivrez
le temps et les moyens de partici-
per à une expédition scientifique
et écologique ? demandez
nous les renseignements
au secrétariat de l'expédition :
Mme M. JOURD'HEUILLE
10 rue de la République
Dorville postale 187, Tel. 2970
Nantes

Republique Tours : 259.330 30
81, place de la République
75011 Paris

[illegible]



SUISSE

1.500 km en hélicoptère et chasseur. Région Verbier/Châtaign-Bernard, FORÉAT-S&I en deux-pond, 7 jours 250 \$.
 20 PP. - 203 \$ demi-jour, 10 PP. - 80 \$.
 - Office du Tourisme CH-USA Chamonix-Les. Téléphone : 1961/24/12 et 27.

LA BONNE
 ABBAYE



CHEXBRES

190 lit. Transalpine

Altitude 600 m.
 LAC LEMAN

HOTEL DU SIGNAL

Transalpine

NYON
 Lac de Genève
Clos de Sadex
 Le Clos de Sadex, situé dans un grand parc directement au bord
 du lac, a la charme d'un domaine mais de manière assez tou-
 chée par la confort moderne.
 Tél. 1941/22/61-28-31. Propri. : L. de Truchemont

SNFF

Je désire recevoir votre documentation
Nom :
Adresse :
.....

100

هكذا من الأصل

Dossier

LES « SOCIAUX » SOUS LES FOURCHES DE L'INDIFFÉRENCE

Les différentes formes d'hébergement — villages-vacances, gîtes, camps pour les plus jeunes, campings associatifs, — considérées comme relevant directement du tourisme social, totalisent une capacité d'accueil de 1 800 000 lits. Ce chiffre est à rapprocher des 2 500 000 lits du secteur commercial, dont 1 570 000 chambres d'hôtel et 930 000 places de camping — une forme de vacances par ailleurs sociologiquement assez proche du tourisme social. Ces données du mois de mai 1980 établies par l'Union coopérative des équipements de loisirs mesurent l'importance du tourisme social dans la pinçette des représentants regroupés au sein de l'UNAT (Union nationale des associations de tourisme et de plein air) ont tenu un colloque, à Lyon, le 13 mars dernier, afin de donner sa place au tourisme social. Constat général : « La France n'a pas actuellement de politique sociale du tourisme ».

« Nous sommes d'accord. Le terme de tourisme social du tourisme n'est même plus employé dans les discours officiels. Le récent conseil interministériel consacré de la politique du tourisme n'a pas évoqué une seule fois dans ses six chapitres le tourisme social », M. Pierre Bachelin, président de l'UNAT — qui regroupe quarante-quatre associations nationales et régionales de tourisme, — a regretté en début de colloque que les pouvoirs publics ne portent attention qu'à l'aspect économique du tourisme professionnel et à la recherche de devises fortes. Après l'expansion du tourisme à la fois populaire et de qualité des années 70, la conjoncture est donc morose. Pourtant, les contributions des associations et

des organismes de tourisme social sont loin d'être négligeables dans des domaines aussi divers que ceux de l'aménagement du territoire ou de l'étalement des vacances. Des rapports ont été consacrés à ces deux sujets au cours de la réunion qui s'est également penchée sur la question « de la liberté ou de l'encadrement de l'animation ».

M. Gérard Bullat, directeur de VAL (Vacances Auvergne-Limousin), était le rapporteur tout désigné pour évoquer la part du tourisme associatif dans l'aménagement du territoire. Son témoignage a permis de souligner que le tourisme associatif « a favorisé et favorise un meilleur équilibre du tourisme en

France ». A l'appui de cette affirmation, beaucoup d'exemples, notamment auvergnats, « où les maîtres hameaux de nos villages de colonnes de vacances », équivalent certain des refuges de la commune de Sainte-Gervaise qui, avant, il y a une dizaine d'années, refusait l'implantation d'un V.V. (Village Vacances Familial) « Vous contribuez à détruire le mythe de la belle clientèle. La présence touristique dans l'arrière-pensée ou dans le centre de la France permet de fixer une part importante de la population rurale, à poursuivre M. Bullat. Dans une économie réajustée en termes libéraux classiques (loi de l'offre et de la demande), une promotion de l'aménagement du territoire fait défaut ».

Jours maximum par semaine (Noël sur trois semaines, février sur trois ou quatre semaines, printemps sur quatre semaines). Pour les grandes vacances, l'UNAT suggère des départs établis sur trois semaines « au minimum », en incluant au moins un dimanche de juin. Cette formule se permettrait cependant pas de régler les difficultés du mois de juin — période de beau temps et des jours longs. — marqué, selon l'UNAT, par « une chaise spectaculairement des séjours et des départs ». Une situation « absurde », selon M. Guignard, qui oblige à refuser des dizaines de milliers de familles entre le 14 juillet et le 15 août et qui voit « les villages de vacances et les campings disponibles en juin » alors que le secteur touristique devrait tourner tôt dans la saison au maximum de ses capacités.

Restent, les « frictions » entre le secteur de tourisme associatif et le secteur commercial. Des difficultés illustrent une semaine auparavant à Lyon au cours d'un Salon des vacances, M. Pierre Bachelin, manifestant inauguré le 7 mars par le premier ministre et qui avait, fort peu étonnamment évincé les associations de tourisme social. « Mesure masquée, corporatisme, malhonnêteté », M. Pierre Bachelin et d'autres intervenants ont regretté l'attitude de « certains » professionnels du tourisme. Les associations sont soulagées, par la loi du 11 juillet 1979, aux « mêmes obligations » de moralité, de technicité et de garantie que les agences de voyages. Elles jouissent donc des « mêmes droits » en matière d'accès à l'information. Elles soulignent la double handicap provenant de l'interdiction d'information « à l'adresse d'autres personnes

que leurs membres » et l'impossibilité de diffuser des bulletins et des périodiques en bénéficiant des avantages fiscaux et postaux, car l'obtention du numéro d'agrément de la commission paritaire des publications passe par la vente au public, une vente particulièrement interdite. Un raisonnement qui, sans doute une des raisons de sa stagnation actuelle, alors que, ont estimé les participants au colloque de l'UNAT, le marché des vacances n'est pas saturé et que « chaque secteur a son rôle à jouer suivant ses philosophies et ses objectifs propres ».

CLAUDE RÉGENT.

Lettre avec les commerçants

Quant au reproche fait à certaines collectivités de vivre repliées sur elles-mêmes, le rapporteur s'écarte en soulignant que, selon lui, l'écueil du tourisme social s'effectue « dans le patrimoine existant et par des agents locaux ». Les installations ne vivent pas en circuit fermé. Enfin, preuve du succès de cette formule : « La rencontre des gestionnaires des collectivités publiques — au premier rang desquels se trouvent les communes — qui ont engagé des investissements touristiques ». Conclusion : « La rencontre des associations » a des pouvoirs publics « a dans le respect des besoins et dans des sites jusqu'alors négligés par le secteur commercial » a des effets dynamiques qui méritent entre chose que l'indifférence « des pouvoirs publics ».

Si le serpent de mer de l'étalement des vacances sociales a été soulevé à nouveau, c'est pour avancer quelques propositions. Au nom de l'UNAT, M. André

Guignard, président de V.V.F., a tenu l'idée de « tenir compte de poids démographique et des académies ainsi que des habitudes de départ et des taux des vacanciers par secteur. A ce niveau, la diversité sociale présente deux chiffres extrêmes : 76,8 % des départs pour la région Ile-de-France, 34,4 % des taux de départ pour le Limousin (moyenne nationale : 53,3 %). Il est difficile dans ces conditions de maintenir sur le même plan 1 800 000 de Parisiens et 200 000 Limousins ». Autres propositions concrètes : échelonner les départs en vacances tous les dix



Hotel Terme Michelangelo


De construction récente, le seul hôtel thermal de la zone agglomérante offrant la formule demi-pension. A midi, buffet à l'italienne. La nuit, avec des possibilités typiquement italiennes. Possibilité de menu diététique individuel. Si chambres et 30 appartements grand confort. 2 grandes piscines thermales. Tennis, cyclisme. Salle de gymnasique. Département de cure balnéaire. Physiothérapie. Cures spéciales. Position idéale et tranquille.

Abano Terme
I-35020 Montebelluna - 0423/250000

Les femmes s'évadent...

Une calanque déserte sur la Costa Brava, entre Roses et Cadaqués, un hôtel au milieu d'une oliveraie et pas d'homme : l'Association « Les femmes s'évadent » propose aux femmes de passer des vacances de Pâques, entre elles, avec ou sans enfants. Une retraite loin des regards non tolérée.

★ 1 400 francs une semaine en pension complète et voyage en train Paris-Pau complet. Association Les Femmes s'évadent, 10, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : 238-95-37.




fascinant mexique multiple et divers

Pays de tourisme par excellence, le Mexique vous offre un passionnant voyage à travers le paysage et l'histoire...

- ses fabuleux vestiges précolombiens imprégnés de mystère, Olmèques, Toltèques, Mayas, Aztèques...
- ses villes coloniales qui ont gardé leur charme d'antan comme Taxco, Guanajuato, San Miguel de Allende... avec leurs palais baroques et leurs églises richement ornées.
- le Mexique moderne, avec son architecture d'avant-garde, dont le fleuron est Mexico, capitale cosmopolite aux larges avenues, aux parcs ombragés, sans oublier ses musées prestigieux.
- ses nombreuses plages de sable fin, les unes de réputation mondiale comme Atapulco, Mazatlán, Cancun, et d'autres plus sauvages, véritables paradis de vacances : Ixtapa-Zihuatanejo, Carey...
- toute une gamme d'hôtels et de restaurants où vous pourrez goûter les savoureuses spécialités mexicaines.
- son hospitalité chaleureuse comme le soleil qui illumine toute l'année ce pays accueillant.

Consultez votre Agent de Voyages.
De nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique.

SECRÉTARIA DE TURISMO - CONSEJO NACIONAL DE TURISMO - MÉXICO D.F.
DIRECCIÓN GENERAL PARA EL TURISMO, 34, AV. REFORMA 1, PISO PASO
BUREAU D'INFORMATION POUR LA FRANCE, 34, AV. REFORMA 1,
75001 PARIS. Tél. 720.86.15/10



Pour recevoir notre documentation, veuillez retourner ce coupon à :
Bureau d'Information du Tourisme Mexicain
34, avenue George V, F-75008 Paris

Nom _____
Adresse _____



L'ECOSSE: prenez le raccourci avec North Sea Ferries.

L'Écosse est beaucoup plus proche que vous ne le pensez. La preuve? Prenez les navires de North Sea Ferries à Zeebrugge ou Rotterdam. En quelques heures de traversée, vous arriverez à Hull dans le Yorkshire. Après une randonnée pittoresque à travers le Yorkshire Dales et le Northumberland, vous attendrez le royaume d'Écosse.

L'Écosse est une des merveilles de l'Europe: de gigantesques paysages quasi déserts (Highlands, Ben Nevis), un ciel immense et vivant, des châteaux stupéfiants (Dunrobin, Eilean Donnan, Glamis), de vieilles cités sorties tout droit de l'histoire (Edinburgh, Aberdeen, Perth), des lacs cosmiques (Loch Ness, Loch Lomond)... Tout ce que vous avez entendu sur l'Écosse est vrai, y compris le légendaire esprit d'économie. Mais cette fois c'est vous qui en profitez: 55 £ seulement le célèbre Bed and Breakfast qui vous permettra de connaître de vrais Écossais et d'être reçu avec une hospitalité attentive.

Que vous désirez voyager seul, ou que votre choix se porte sur un voyage organisé, demandez conseil à votre agent de voyages; c'est un professionnel qui saura vous informer. Ou remplissez simplement ce coupon-réponse: vous recevrez une documentation détaillée sur l'Écosse et North Sea Ferries. Prenez avec nous la route directe pour Hull, vous apprécierez l'accueil écossais avec un peu d'avance.

North Sea Ferries



BRITANNIA

Le plus grand service de plus rapide information sur l'Écosse
Le tour de l'Écosse et le service de North Sea Ferries

Nom _____
Adresse _____
Canton (provinces) _____
OFFICE BRITANNIA
6, rue Voltaire
75001 Paris

Jardinage

La bande à Zeva

Au début de ce siècle, hasard et non choix politique prémonitoire, on cultivait pour les marchés parisiens la groseille rouge à Saint-Denis et la groseille blanche dans la vallée de Sceaux. Hormis quelques jardins particuliers, il y a belle lurette que les cultures commerciales de groseilliers ont déserté les banlieues. Elles se font de manière générale de plus en plus rares : c'est de la distribution de la main-d'œuvre, fragilité du produit.

Autant de raisons, s'il en était besoin, pour consacrer un coin du jardin à ces petits fruits qui constituent, avec les fraises, les cassis et les framboises, un succulents symbole du retour de l'été. La culture du groseiller est simple : il suffit de planter et d'attendre la récolte. Le gros du travail reste la cueillette, car il faut une main délicate pour choisir les grappes avec soin, qualités qu'aucune machine n'est apte à offrir sauf pour fournir les confituriers et fabricants de sirops.

Elles sentent de plus en plus tristes, probables, certaines, d'avoir leur savoir acides qui rehaussent les salades de fruits du jardin et leurs gâtes évocatrices de souvenirs d'enfance et de grand-mères affrénées dévotement à leur sucrerie.

Les pots aux étiquettes écrites à la ronde, impeccablement alignés sur les étagères d'un placard crû, c'est un peu une image du bonheur largement dissimulé depuis quelques années.

Il n'y a qu'Bar-le-Duc que l'on perçoit une certaine tradition d'élégance, qu'un air de finesse et de grossièreté sous ses pépites. Il y a peu encore, des mains féminines épépiétaient chaque grain de blé et la plume d'oie avait à fêter les fruits dans un aliprand brûlant.

Les fruits, les fruits, ces fruits, cette image magnifique de goût et de délicatesse. Mais, loin de ces ru-

finements et des souvenirs proustiens qu'ils évoquent. La seule véritable exigence pour les groseilles est d'être présentes de fin juin à mi-août au jardin pour récolter l'abondante production de ces grappes blanches, roses ou rouges. En choisissant bien les variétés, et le catalogue ou le pépiniériste sont là pour guider, il est possible de concilier cet impératif avec les dates habituelles de vacances.

Ces petites arbutuses, qu'il faut maintenir en touffes ou gobelets (centre un peu évidé si possible) s'espacent de 30 centimètres à 1 mètre. Une culture entretenue normalement avec taille légère chaque année et traitement si nécessaire franchit allègrement trois à quatre lustres, le temps de former un adulte en quelque sorte.

Pour ceux qui apprécient son parfum très particulier, le cas-sierier est un autre arbuste qui doit trouver sa place au jardin. Sa destination essentielle étant les confitures, les sorbets et les sirops, quatre à six pieds suffisent largement à satisfaire les envies d'une famille. Il se cultive aussi facilement que le groseillier et compte d'excellentes variétés obtenues au cours de ces vingt dernières années.

Groseilles, framboises...

Pour une satisfaction immédiate, rien ne remplace le fraisier. En plantant dès maintenant, il y a encore possibilités de récoltes non négligeables en juillet puis en septembre pour les variétés remontantes.

Si vous êtes allergique aux
désinfectants, cela arrive, mais pensez
aux autres qui salissent déjà
d'envie, les bonnes vieilles tra-
ditionnelles affirmant qu'un mince
morceau de ce fruit, avalé
avant le repas, neutralise tout
le risque de réactions désagréables.
Je ne me porte pas garante de
cette thérapeutique mais peux
affirmer que le moindre recoin,
petit balcon ou jardinière de
femelle, se prête au bon déve-
loppement de quelques plants de
trajicots.

fétides ou malades. Au centre du trou on forme une petite butte de terre sur laquelle les racines seront étalées en éventail. On rebouche, on tasse fermement et l'on arrose aussitôt chaque plant. En principe, la nature fera le reste, sauf en cas de sécheresse prolongée où une bonne reprise exigera des arrosages réguliers.

Au moment de l'achat des plants, il est préférable de porter son choix sur des variétés dites certifiées (plants porteurs d'une étiquette spéciale et contrôlés par les services officiels) qui sont indemnes de virus et auront une bien meilleure production. De toute façon, il est nécessaire de replanter des nouveaux fraisiers au bout de trois ou quatre ans car ils ont tendance à dégénérer rapidement en donnant de moins en moins de fruits.

Autre savor de l'été à ne pas oublier, la framboise qui exige plus de place et surtout a tendance à l'envahissement. La plantation en haie double (40 à 50 centimètres d'épaisseur) est une excellente méthode qui permet, en outre, de masquer en période de végétation des zones moins décoratives du jardin et même de constituer une bonne transition entre l'agrément et le potager.

Les variétés actuelles sont à la fois fermes, très parfumées et fort productives. Au bout de deux à trois ans, quelques dizaines de pieds fourniront des kilos de fruits. Rien à voir avec les maigres récoltes d'autrefois qui ne devaient guère différer de celles des premiers framboisiers aperçus en Crète sur le mont Ida, une montagne pelée qui

attirista bien des botanistes
voyageurs.

Le framboisier supporte vaillamment huit à dix ans de culture, et les seuls travaux sont les tailles annuelles qui favorisent une bonne fructification, et de mettre un frein nécessaire aux tendances expansionnistes de ses dragons.

Des noms !

Premier choix : variétés remontantes ou à une seule fructification annuelle. Les amateurs sont en général très sensibles à la double production qui procure une première ration vitaminée avant le départ en vacances (ou au moment des examens !) pour récidiver, avec souvent plus d'abondance au retour et jusqu'à la fin octobre.

Frasières : la plus savoureuse

Framboisiers : la plus savoureuse
Hummii gentio, puis Oetara. En-
suite il faut retenir Superbe
remontante Delbard, Gariguette,
Red Gauntlet... Pour aligner en
bordure, sans risque d'être dé-
bordé par les rejets, Bordurella
et pour les amateurs de fraises
des bois, Reine des vallées,
Alexandrie.

Framboisiers : Zeva le plus
gros fruit, Schoenemann, Héritage.

Groseilliers : Red lake, Jonkheer Van Tets, Gloire des sables, Versaillaise blanche, Première groseille raisin.

Cassiers : Géant de Boskoop, Noir de Bourgogne, Costwood Cross, et pour les amateurs de groseilliers à maquereaux : Résistante, l'unique variété résistante à l'oidium.

MICHÈLE LAMONTAGNE

**Balades
et Randonnées en
VANOISE SAUVAGE**

De Val d'Isère, partez vers les
chamois, marmottes, edelweiss
des grands parcs alpins. Pro-
gramme de balades, randon-
nées, safaris-photo, accessi-
bles à tous. Stages 6 jours pens.
complète. Hôtel*** 1.380 F p.
pers. ch. double. Du 28 juin au
12 sept.

**Club Images et Connaissance
de la Montagne. B.P. 47 73150
VAL D'ISÈRE. Tél. (79) 06.00.03**

Malgré les augmentations comestives de devises étrangères et de kéroune-avion, **AIRTOUR EURO 7** **CRUISE AIR** garantit les prix de leurs Catalogues vacances, printemps-été 81, dans la mesure des places disponibles, sur 16 destinations touristiques renommées (1) et 12 destinations Hôtels-Clubs. Cette garantie est valable (sauf pour les inscriptions pour toutes les inscriptions prises avant le 30 avril 1981, quelle que soit la date de départ jusqu'à 31 octobre 1981).

Consultez les 1400 agences de voyages agréées Airtour et Cruise Air.

(1) Grèce, Majorque, Ibiza, Canaries, Andalousie, Maroc, Tunisie, Yougoslavie, Corse, Sicile, Malte, Madère, Espagne, Israël, Ceylan et Polynésie.

(Publicité)

A l'occasion des week-ends de Pâques « Tourisme S.N.C.F. », vous proposez les voyages suivants :

La Camargue, la Provence, la Côte d'Azur, la Corse, la Sicile, la Tunisie, les volcans, les lacs d'altitude, les forêts, les châteaux, le Circuit Cathare, Bruxelles, Bruges, Anvers, Strass et les lacs italiens, Viareggio, Pise, Florence.

La Hollande, le royaume des Pays-Bas, la Hollande typique, et l'Andorre.

Dans le cadre des voyages « Train + Hôpital » TOURISME S.N.C.F. vous propose :

Lyon, Strasbourg, Cannes, Nice, Londres, Bruxelles, Amsterdam, Rome, Florence, Lausanne, Montreux, Madrid.

Programmes et inscriptions : TOURISME S.N.C.F. L4V 17 A 1217, Ch. d'Alsace, 16, bd des Capucins, 11. bd des Batignolles, 12. bd de la Chapelle, 13. bd de la Grande Ceinture, S.N.C.F. de PARIS et de LYON, et par téléphone : 321-48-44.

VACANCES EN TOUTE SAISON EN ROUMANIE



■ Plages spécialisées de la mer Noire : 2 semaines, le 3^e gratuite, autres compris, à partir de : 2200 F

■ Séjour exclusif au bord de la mer Noire en 2^e catégorie : 14 jours (voyage et coût de séjour) : 2200 F (complet)

■ Châteaux dans des sites enchanteurs (dette du Danube, Carpathes, monastères, etc.) : à la découverte d'une folklore authentique : 1 semaine, à partir de : 820 F

■ Libération au volant de votre voiture avec assurance gratuite :
 - copain-toutel... 53 F
 - copain-emploi... 80 F

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.

Renseignements - documentation :
AGENCE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
 38, av. de l'Opéra 75002 PARIS
 Tél. 742.17.14 - 742.25.25

DOCUMENTATION (vacances en Roumanie)

adresse à M. _____

adresse à M. _____



laissez glisser

Le courant fera le reste. Avec l'aide du pilote si nécessaire. Et vous vivrez, entre l'eau et le soleil, le double plaisir d'une activité physique à la portée de tous, et d'une découverte privilégiée des plus beaux paysages du monde.

Depuis 10 ans, nous organisons des voyages qui favorisent le contact avec la nature :

Descentes de rivières :
États-Unis : Colorado, Green River,
River of No Return, Snake River, Salmon River.
Népal : Trisuli. Pérou : Rio Vilcanota.

Trekings, randonnées à dos de mulet et de chameau :
Annapurna, Crète, Everest, Grèce, Kilimandjaro,
Ladakh, Maroc, Sahara, Turquie, Zanskar.

descentes de rivières, trekkings, randonnées, expéditions. Loin des autoroutes et des hôtels, loin des foules, nous vous proposons un style de voyage différent. Avec quelques journées rudes, parfois, mais un dépaysement exceptionnel.

Il est temps, peut-être, de vous changer les idées.

Randonnées équestres :
Atlas marocain, Irlande, Montagnes Rocheuses.

Expéditions :
Brésil, États-Unis, Islande, Jordanie, Ladakh,
Madagascar, Pérou, Sahara, Soudan, Tanzanie,
Yémen, Zimbabwe.

EXPLORATOR

expéditions et voyages insolites
16, place de la Madeleine
75008 PARIS - Tél. 266.66.24

Brochure gratuite sur demande

Nom : _____
Adresse : _____

Licence A 690

REPRODUCTION INTERDITE

	la 1ère	la 12e
OFFRES D'EMPLOI	65,00	75,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITALX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

	la 1ère	la 12e
ANNONCES ENCAISSEES	37,00	43,52
OFFRES D'EMPLOI	10,00	11,78
DEMANDES D'EMPLOI	28,00	32,93
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

fonctions commerciales

CHUPA-CHUPS FRANCE, recherche :
MARKETING responsables de marchés

Vous êtes Chef de Produits dans les secteurs : Confiserie, Biscuiterie, Chocolaterie ou autres secteurs alimentaires.
 Vous êtes un homme d'étude et de terrain.
 Vous êtes un patron sur votre marché et votre combativité est votre point fort.
 Vous êtes un négociateur de très haut niveau.
 Vous avez 50 ans minimum.
 Vous avez envie de vendre actuellement votre formation Supérieure de Commerce et votre expérience.

Votre candidature nous intéresse et nous pourrions vous offrir un poste soit de :
 CHEF DE PRODUITS FRANCE, soit de :
 RESPONSABLE DE MARCHES EXPORT (EUROPE, PAYS D'AFRIQUE)
 Base d'habitation : PARIS.
 Rémunération annuelle : 150 à 180.000 F. entente + primes sur objectif.
 Adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae et photo à :
 CHRISTIANE CHENIVISSE, Conseil en Recrutement
 INCA S.A., 3, rue G. Rey - 26000 VALENCE.

Confrontée à une progression notable de ses activités tant en France qu'à l'étranger, nous recrutons :

Cadre Administratif Export

chargé de l'administration des ventes à l'export et des procédures et formalités d'expédition à l'étranger.
 expérience commerciale et services pétroliers appréciés.
 Pour ce poste une parfaite connaissance de l'Anglais est exigée.

Technico-Commercial

De formation électrotechnique pour vente de matériel contrôle des moteurs et équipements pétroliers en région parisienne.

Merci d'adresser vos CV à
PIPELINE SERVICE
 5, rue Chante Coq
 92801 PUTEAUX

emplois internationaux emplois internationaux

Leading international supplier to the commercial vehicle industry seeks for Group Headquarters in Paris

DIRECTOR OF MARKETING

with worldwide coordinating responsibilities. Candidates should have an engineering background and several years of sales or marketing experience in major executive positions in the automotive business. Fluent knowledge of English is required.

Please write with curriculum vitae to No 15830 - COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris who will forward.

HERMES PRECISA INTERNATIONAL SA

Une carrière en Suisse française

Spécialiste de la bureautique, le groupe HERMES PRECISA INTERNATIONAL, dont les produits électroniques d'écriture connaissent un grand succès, recrute :

2 INGÉNIEURS ELECTRONIQUES
 grandes écoles ou universitaires confirmés

pour leur codifier, à son département de recherche et développement, les postes de responsables technologie dans les domaines suivants :

- moteurs pas à pas et DAC, commandes et asservissement
- télécommunications : liaisons et procédures de dialogue entre différents ordinateurs ou systèmes de traitement de textes.

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une expérience pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines.

Lieu de travail : Evry-sur-Seine, ville agréable située à l'extrémité sud du lac de Neuchâtel.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
 M. P. Jaccoud, chef du service du personnel, à l'adresse ci-dessous.

HERMES PRECISA INTERNATIONAL SA
 40, rue de Werdun
 91000 EVRY-SUR-SEINE

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIÉES de vouloir bien indiquer l'adresse de l'annonceur et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publiée » ou d'une agence.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONES
 296-15-01

emplois régionaux

Société d'Assurance du Secteur Privé recherche pour VOSGES - LORRAINE INSPECTEUR DU CADRE

Fonctions : Animation d'une inspection en plein exercice.

Préférence sera donnée à un professionnel Grande Branche pouvant justifier d'expériences similaires.

Envoyer C.V. détaillé avec photo sous n° 158 à Agence HAYAS, 21, rue de la Haute-Montée, 67081 Strasbourg.

TEFAL
 1^{er} fabricant d'articles ménagers avec 10.000 personnes employées (1.000 personnes) recherche :

MERCHANDISER
 département : 28, 37, 41, 53, 61, 72, 76, 78, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

OFFRES D'EMPLOIS

Le Groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

- FUTUR DIRECTEUR DE FILIALE - RFA rétel VM 4380 D
- INGENIEUR D'ETUDES ET DE PROJETS rétel VM 8426 B
- INGENIEURS LOGICIELS rétel VM 1152 L
- CHEFS DE PROJETS rétel VM 10091 E
- ANALYSTES-PROGRAMMEURS rétel VM 10381 F
- METHODES INDUSTRIELLES - DIRECTEUR EUROPE (Rhône-Alpes) rétel VM 4428 A
- INGENIEUR ETUDES LOGISTIQUES - LYON rétel VM 8289 D
- RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT - BORDEAUX rétel VM 10462 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature.

groupe egor 6 rue de Bérri 75008 Paris

Important Organisme de Tourisme Social
 recherche
NÉGOCIATEUR DE HAUT NIVEAU

Le candidat devra pouvoir faire état d'une expérience confirmée de négociations avec agences touristiques, compagnies aériennes et hôteliers, liée à l'organisation de produits touristiques, principalement dans le secteur méditerranéen. Il devra être disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger. L'anglais est obligatoire.

Écrire avec C.V. et photo s/d, 4439
 2, rue de la Seine
 75001 PARIS, qui transmettra.

Agences immobilières pour l'achat de biens immobiliers
NEGOCEURS (rue de la Seine)
 2, rue de la Seine
 75001 PARIS

Cherche JOURNALISTE (rue de la Seine)
 2, rue de la Seine
 75001 PARIS

RECHERCHONS
 1^{er} - CHIMIQUES
 2nd - CHEF DE LABORATOIRE

EXPERIMENTES BRANCHE PRODUITS D'ENTRETIEN
 Lignes Marketing
 LABO-INDUSTRIE
 1, rue Lavigne
 92002 MALTEVILLER
 Tél. 725-90-80.

Nous sommes l'une des premières sociétés françaises de conservation d'œuvres d'art et de mobilier :

UN AGENT COMMERCIAL
 - Avenant contacté à tous niveaux après de l'administration des P.T.T.
 - Disponibilité à un emploi éventuel en tant que sous-ordonné.
 - Remunération à la commission.

Envoyer C.V. et photo s/d, 92-812
 2, rue de la Seine
 75001 PARIS

capitaux propositions commerciales

AVERTISSEMENT IMPORTANT
 AUX PROPRIETAIRES AUX ETATS-UNIS

Toutes les personnes ayant placé leur argent aux Etats-Unis, soit à titre personnel, soit en utilisant une société anonyme, peuvent maintenant dans le domaine immobilier devenir directement propriétaires d'immobilier américain sans passer par un intermédiaire.

(Act. 6.039 C. Internal Revenue Code - Foreign Tax Credit - Exemption from U.S. Tax on Dividends and Interest - Treaty of 1954.)

Renseignements et conseils gratuits sur demande.

GESTIVALOR S.A.
 C.P. 312, 1211 GENEVE 11.

automobiles

UNE PEUGEOT HORS TAXES S'ACHETE CHEZ PEUGEOT!

Diplomates, Touristes, Coopérants, Migrants, Sociétés exportatrices.

SODEXA
 Fière d'autos Peugeot, vous garantit des véhicules adaptés aux conditions d'utilisation les plus rudes. Le tarif officiel Peugeot. Des prix hors taxes. Les meilleurs délais de livraison.

PEUGEOT

SAATCHI & SAATCHI
 Vente et location de voitures
 SODEXA
 75008 PARIS - Tél. 742.77.39

ventes plus de 16 C.V.

de 5 à 7 C.V.
 Urgent, venant de l'étranger, 127 (Soleil), 1^{er} étage, 400 m², 500 m², 17 heures à 20 heures, 17 h 15 à 18 h 15, 18 h 15 à 19 h 15, 19 h 15 à 20 h 15, 20 h 15 à 21 h 15, 21 h 15 à 22 h 15, 22 h 15 à 23 h 15, 23 h 15 à 24 h 15, 24 h 15 à 25 h 15, 25 h 15 à 26 h 15, 26 h 15 à 27 h 15, 27 h 15 à 28 h 15, 28 h 15 à 29 h 15, 29 h 15 à 30 h 15, 30 h 15 à 31 h 15, 31 h 15 à 32 h 15, 32 h 15 à 33 h 15, 33 h 15 à 34 h 15, 34 h 15 à 35 h 15, 35 h 15 à 36 h 15, 36 h 15 à 37 h 15, 37 h 15 à 38 h 15, 38 h 15 à 39 h 15, 39 h 15 à 40 h 15, 40 h 15 à 41 h 15, 41 h 15 à 42 h 15, 42 h 15 à 43 h 15, 43 h 15 à 44 h 15, 44 h 15 à 45 h 15, 45 h 15 à 46 h 15, 46 h 15 à 47 h 15, 47 h 15 à 48 h 15, 48 h 15 à 49 h 15, 49 h 15 à 50 h 15, 50 h 15 à 51 h 15, 51 h 15 à 52 h 15, 52 h 15 à 53 h 15, 53 h 15 à 54 h 15, 54 h 15 à 55 h 15, 55 h 15 à 56 h 15, 56 h 15 à 57 h 15, 57 h 15 à 58 h 15, 58 h 15 à 59 h 15, 59 h 15 à 60 h 15, 60 h 15 à 61 h 15, 61 h 15 à 62 h 15, 62 h 15 à 63 h 15, 63 h 15 à 64 h 15, 64 h 15 à 65 h 15, 65 h 15 à 66 h 15, 66 h 15 à 67 h 15, 67 h 15 à 68 h 15, 68 h 15 à 69 h 15, 69 h 15 à 70 h 15, 70 h 15 à 71 h 15, 71 h 15 à 72 h 15, 72 h 15 à 73 h 15, 73 h 15 à 74 h 15, 74 h 15 à 75 h 15, 75 h 15 à 76 h 15, 76 h 15 à 77 h 15, 77 h 15 à 78 h 15, 78 h 15 à 79 h 15, 79 h 15 à 80 h 15, 80 h 15 à 81 h 15, 81 h 15 à 82 h 15, 82 h 15 à 83 h 15, 83 h 15 à 84 h 15, 84 h 15 à 85 h 15, 85 h 15 à 86 h 15, 86 h 15 à 87 h 15, 87 h 15 à 88 h 15, 88 h 15 à 89 h 15, 89 h 15 à 90 h 15, 90 h 15 à 91 h 15, 91 h 15 à 92 h 15, 92 h 15 à 93 h 15, 93 h 15 à 94 h 15, 94 h 15 à 95 h 15, 95 h 15 à 96 h 15, 96 h 15 à 97 h 15, 97 h 15 à 98 h 15, 98 h 15 à 99 h 15, 99 h 15 à 100 h 15, 100 h 15 à 101 h 15, 101 h 15 à 102 h 15, 102 h 15 à 103 h 15, 103 h 15 à 104 h 15, 104 h 15 à 105 h 15, 105 h 15 à 106 h 15, 106 h 15 à 107 h 15, 107 h 15 à 108 h 15, 108 h 15 à 109 h 15, 109 h 15 à 110 h 15, 110 h 15 à 111 h 15, 111 h 15 à 112 h 15, 112 h 15 à 113 h 15, 113 h 15 à 114 h 15, 114 h 15 à 115 h 15, 115 h 15 à 116 h 15, 116 h 15 à 117 h 15, 117 h 15 à 118 h 15, 118 h 15 à 119 h 15, 119 h 15 à 120 h 15, 120 h 15 à 121 h 15, 121 h 15 à 122 h 15, 122 h 15 à 123 h 15, 123 h 15 à 124 h 15, 124 h 15 à 125 h 15, 125 h 15 à 126 h 15, 126 h 15 à 127 h 15, 127 h 15 à 128 h 15, 128 h 15 à 129 h 15, 129 h 15 à 130 h 15, 130 h 15 à 131 h 15, 131 h 15 à 132 h 15, 132 h 15 à 133 h 15, 133 h 15 à 134 h 15, 134 h 15 à 135 h 15, 135 h 15 à 136 h 15, 136 h 15 à 137 h 15, 137 h 15 à 138 h 15, 138 h 15 à 139 h 15, 139 h 15 à 140 h 15, 140 h 15 à 141 h 15, 141 h 15 à 142 h 15, 142 h 15 à 143 h 15, 143 h 15 à 144 h 15, 144 h 15 à 145 h 15, 145 h 15 à 146 h 15, 146 h 15 à 147 h 15, 147 h 15 à 148 h 15, 148 h 15 à 149 h 15, 149 h 15 à 150 h 15, 150 h 15 à 151 h 15, 151 h 15 à 152 h 15, 152 h 15 à 153 h 15, 153 h 15 à 154 h 15, 154 h 15 à 155 h 15, 155 h 15 à 156 h 15, 156 h 15 à 157 h 15, 157 h 15 à 158 h 15, 158 h 15 à 159 h 15, 159 h 15 à 160 h 15, 160 h 15 à 161 h 15, 161 h 15 à 162 h 15, 162 h 15 à 163 h 15, 163 h 15 à 164 h 15, 164 h 15 à 165 h 15, 165 h 15 à 166 h 15, 166 h 15 à 167 h 15, 167 h 15 à 168 h 15, 168 h 15 à 169 h 15, 169 h 15 à 170 h 15, 170 h 15 à 171 h 15, 171 h 15 à 172 h 15, 172 h 15 à 173 h 15, 173 h 15 à 174 h 15, 174 h 15 à 175 h 15, 175 h 15 à 176 h 15, 176 h 15 à 177 h 15, 177 h 15 à 178 h 15, 178 h 15 à 179 h 15, 179 h 15 à 180 h 15, 180 h 15 à 181 h 15, 181 h 15 à 182 h 15, 182 h 15 à 183 h 15, 183 h 15 à 184 h 15, 184 h 15 à 185 h 15, 185 h 15 à 186 h 15, 186 h 15 à 187 h 15, 187 h 15 à 188 h 15, 188 h 15 à 189 h 15, 189 h 15 à 190 h 15, 190 h 15 à 191 h 15, 191 h 15 à 192 h 15, 192 h 15 à 193 h 15, 193 h 15 à 194 h 15, 194 h 15 à 195 h 15, 195 h 15 à 196 h 15, 196 h 15 à 197 h 15, 197 h 15 à 198 h 15, 198 h 15 à 199 h 15, 199 h 15 à 200 h 15, 200 h 15 à 201 h 15, 201 h 15 à 202 h 15, 202 h 15 à 203 h 15, 203 h 15 à 204 h 15, 204 h 15 à 205 h 15, 205 h 15 à 206 h 15, 206 h 15 à 207 h 15, 207 h 15 à 208 h 15, 208 h 15 à 209 h 15, 209 h 15 à 210 h 15, 210 h 15 à 211 h 15, 211 h 15 à 212 h 15, 212 h 15 à 213 h 15, 213 h 15 à 214 h 15, 214 h 15 à 215 h 15, 215 h 15 à 216 h 15, 216 h 15 à 217 h 15, 217 h 15 à 218 h 15, 218 h 15 à 219 h 15, 219 h 15 à 220 h 15, 220 h 15 à 221 h 15, 221 h 15 à 222 h 15, 222 h 15 à 223 h 15, 223 h 15 à 224 h 15, 224 h 15 à 225 h 15, 225 h 15 à 226 h 15, 226 h 15 à 227 h 15, 227 h 15 à 228 h 15, 228 h 15 à 229 h 15, 229 h 15 à 230 h 15, 230 h 15 à 231 h 15, 231 h 15 à 232 h 15, 232 h 15 à 233 h 15, 233 h 15 à 234 h 15, 234 h 15 à 235 h 15, 235 h 15 à 236 h 15, 236

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

Le programme «Dordogne rivière propre» n'est pas toujours bien accueilli par les élus locaux

Soulillac. — M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, a officiellement donné le départ, il y a quelques jours, à Soulillac, dans le Lot, à l'opération «Dordogne rivière propre».

L'idée lancée en 1977 consistait, comme on l'a fait pour le Lot, à protéger et à mettre en valeur la Dordogne, longue de 300 kilomètres et qui traverse six départements (Fuy-de-Dôme, Cantal, Corrèze, Lot, Dordogne et Gironde) et quatre régions (Auvergne, Limousin, Midi-Pyrénées et Aquitaine).

Des études préalables ont été menées pendant deux ans entre 1978 et 1980 par une mission interdépartementale. Elles portaient essentiellement sur les extractions de matériaux, l'occupation des rives, la protection des sites, l'hydraulique, la réglementation des débits, et l'assainissement des agglomérations. L'ensemble de ces études a fait l'objet d'un rapport de synthèse rédigé par M. Daniel Dreyfous-Ducas, inspecteur général des points et chaussées (Le Monde du 1^{er} octobre 1980).

C'est en s'appuyant sur ce travail préparatoire que M. Delmas a lancé le programme de l'opération «Dordogne rivière propre» en présence de nombreux élus de représentants d'associations et de partenaires socio-économiques des six départements concernés.

Le problème des graviers a occupé une très large part des travaux. Le secrétaire d'Etat a insisté sur le fait que les extractions étaient désormais interdites. A partir du 1^{er} avril de cette année, on ne délivrera plus d'autorisation d'extraction dans le lit même de la rivière. Plus à la fin de l'année on stoppera progressivement les chantiers en activité. En 1981, on établira un calendrier de transfert des exploitations du lit de la Dordogne vers ses rives. A partir du 1^{er} juin 1981, on n'autorisera plus l'ouverture de graviers dans la vallée et elles ne sont pas prévues par le calendrier. Enfin, on va chercher des matériaux pour les collecteurs aux gravières de rivières et on tiendra un échéancier de transfert.

200 millions de travaux

La lettre contre la pollution des eaux de la Dordogne a été présentée par des représentants de l'association «Dordogne rivière propre» et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

URBANISME

ÉLECTIONS «SAUVAGES» AU VAUDREUIL

Les nouveaux habitants entendent choisir leurs propres représentants

De notre correspondant

En 1977, les nouveaux habitants menacèrent de faire la grève de l'impôt puisqu'ils n'avaient pas d'élus pour le voter. M. René Montagne, alors député U.D.F. de la circonscription, et qui était président du conseil de l'ensemble urbain, fit voter une modification à la loi Bocher, permettant l'élection immédiate de 3 conseillers par les nouveaux habitants. Cela permit à la gauche (S.P.A., 1 apparemment, 1 sympathisant communiste) de devenir majoritaire au sein du conseil qui comprend donc 12 membres. Cela apparaît maintenant insuffisant aux élus socialistes : le conseil est en effet composé de 12 membres, mais 10 d'entre eux sont des habitants de la commune, et de certains délégués des communes voisines qui se désintéressent de la question.

Le 29 décembre 1980, le conseil décida, par 4 voix sur 5 présentes ou représentées, d'organiser les élections de 15 nouveaux conseillers. Le projet de l'élire annule cette décision puisque la loi ne prévoit l'élection de 3 nouveaux conseillers que lorsque le total des 2 000 logements neufs couverts est franchi : 3 autres doivent être élus deux ans plus tard, puis 3 autres encore, puis, au total, 3 ans après cette dernière élection, l'ensemble urbain est érigé en commune de droit commun. Les élus socialistes ont décidé de ne pas tenir compte du refus du préfet et d'organiser les élections de dimanche.

Seuls, une «liste d'action de gauche» a été constituée. L'U.D.F. appelle à boycotter des élections qui n'auront aucune valeur légale. Elle souligne d'ailleurs que M. Philippe Pontet, député U.D.F. (Seine-Port), ancien ministre de M. Montagne dont il était le suppléant et directeur de la campagne de M. Giscard d'Estaing, a déclaré, il y a quinze jours, une proposition de loi prévoyant la transformation immédiate de l'ensemble urbain en commune de plein exercice sans qu'elle perde les avantages attachés aux villes nouvelles.

Cette élection «sauvage» prouve en tout cas — si c'était encore nécessaire — que la loi Bocher n'est pas adaptée au développement actuel des villes nouvelles.

LEONCE MOUTARDIER.

PÊCHE

L'U.D.F. veut créer une «DATAR de la mer»

Initiée à l'été 1979, la mer pour la France a été créée par le décret du 15 mars 1980. L'U.D.F. fait le tour de toutes les questions liées à la mer : pêche, tourisme, loisirs, etc. Elle a pour objectif de créer une «DATAR de la mer» qui serait chargée de l'élaboration d'une politique nationale de la mer. Elle a pour objectif de créer une «DATAR de la mer» qui serait chargée de l'élaboration d'une politique nationale de la mer. Elle a pour objectif de créer une «DATAR de la mer» qui serait chargée de l'élaboration d'une politique nationale de la mer.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le secrétaire d'Etat n'a pas satisfait le député socialiste de la Dordogne, M. Jean-Louis Baudouin, déclarant qu'il n'était pas satisfait de la situation, l'absence d'indicateurs, l'absence de plan d'occupation des sols, la combustion par des cartes communales. Il est prêt de classer certains départements (la Corrèze et la Dordogne) et certains élus comme les sénateurs (M. de Trémolet, de Limousin et de Montfort) ainsi que la vallée des Semeurs en Dordogne et les cantons de Baby, en Gironde.

Le Monde

AFFAIRES

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

Le P.S. décon

AFFAIRES

«COMPÉTITIVITÉ» ET «INDÉPENDANCE NATIONALE»

Le P.S. découvre les vertus de la politique industrielle

Quelques choses ont changé au parti socialiste. On y parle d'industrie. Dans leurs propos, leurs écrits, les responsables s'adressent plus à employer des termes comme «compétitivité», «restructuration», «Chiffre 2. Un collectif d'associés de personnes travaillant sur des questions pour la campagne présidentielle.

Jusqu'à présent, les socialistes avaient surtout abordé la politique industrielle en incidents. Comme un sous-produit de leurs grandes options macro-économiques ou une retombée des nationalisations. Il n'est que de se souvenir de l'édiction présidentielle de 1975, où l'on discutait à perte de vue du site de telle ou telle filiale de groupe nationalisée, se tenant à l'écart des débats sur les véritables problèmes qui se posent à l'industrie.

Les choses ont changé. «Nous mettons beaucoup plus l'accent sur l'industrie, car nous avons pris conscience que son développement était une des clés de la compétitivité économique et que toute politique d'emploi et d'indépendance nationale passait par elle». Faut-il définir une politique industrielle juste dans ses plus petits détails, avec la précision technique que présente toujours un tel exercice ? Ne vaudrait-il pas mieux déterminer quelques grands principes qui serviront de lignes directrices au candidat, avec le risque du «flou artistique» que cela comporte ? C'est cette seconde solution qu'il est préférable d'adopter.

«Inutile, dit-on au P.S., d'entrer dans le détail avant d'avoir tous les données en main. Il faut pour l'instant, et seule la maîtrise de l'appareil d'Etat permet de le faire. De plus, il ne faut pas anticiper sur les attributions et les conclusions d'un Commissariat du Plan rénové. Car la réhabilitation de la planification constitue le premier objectif du P.S. Nous voulons une planification indicative qui permette notamment d'intervenir sur les grandes évolutions techniques, afin de pouvoir prendre des décisions rapides pour adapter l'appareil productif aux mutations. Il ne s'agit pas, bien au contraire, de renier

la «dimension volontariste» de la planification, mais le P.S. souhaite y adjoindre la souplesse. «Un plan à géométrie variable», en quelque sorte. Comme tout d'ailleurs, le P.S. est tourné par le «vivre» des nouvelles technologies. «Il faut investir massivement dans les secteurs dits «pointus» (biotechniques, biotechnologie, etc.) Mais il ne faut pas pour autant négliger des pans entiers de l'industrie classique. L'industrie traditionnelle ne se trouve de plus en plus au sommet des grands groupes, des grandes filiales. Ce sont les P.A.E. qui «crèvent des emplois» et évitent que les produits importés ne gagnent dans les branches que les grandes entreprises ne peuvent combler seules. «Que ce soit pour des raisons d'indépendance nationale, de reconquête du marché intérieur, d'emploi, il faut donc maintenir un flux industriel diversifié».

Outre un effort massif pour la recherche (en portant de 2 à 2,2 % par an le part du P.A.E. qui y serait consacré), le P.S. veut relancer les investissements productifs, réorienter l'outil. L'une des idées retenues est donc d'injecter 10 milliards de francs supplémentaires par an pour les investissements, sous la forme de dotation en capital pour le secteur public et d'aides diverses pour le privé (accès à la performance dans le cadre du contrat de plan, aux termes duquel la société s'engage à respecter certains objectifs). Enfin, on songe à une refonte de l'assiette des charges sociales.

La notion de «filiale industrielle» constitue une des pièces maîtresses du dispositif socialiste. «Il s'agit de faire de la maîtrise d'une technologie un avantage compétitif en contrôlant les différents stades de la production : matière première, transformation, conception, montage et montage final, mais aussi ingénierie et biens d'équipement spécialisés. Le P.S. souhaite «la constitution» d'une fois que cela a été fait, de groupes intégrés autour de ces filiales».

Cette approche qui doit être «programmée» ne déçoit pas spécialement sur des concentrations ou sur la constitution d'un groupe unique maîtrisant tout les points de la filière. Ainsi le P.S. ne veut d'un monoproduit ni pour l'acier, ni pour l'automobile, ni pour l'armement, ni pour la pétrochimie. Plus question de créer «Acier de

France», «Automobile de France», «Électronique de France». En revanche, il faut «maîtriser de l'ordre» dans un secteur en expansion par exemple tel que tel groupe. Ainsi, dans la sidérurgie, l'un des deux producteurs devrait se diversifier vers les matériaux très résistants (aciers spéciaux), et l'autre vers la seconde transformation (machinisme, outillage, etc.). PUK devrait se renforcer sur ses «points forts» (déroulage, outillage), etc. et aller vers des activités qui n'ont pas entraîné la telle critique industrielle. La grande et moyenne industries seraient du ressort de C.I.I.-M.E., l'espace et les satellites de M.E.

Les nationalisations. Éviter les concurrents français entre firmes françaises, notamment à l'exportation, ne saurait être organisé en un truc commun de restructuration de base, spécialiser chacun pour atteindre la taille critique afin qu'un niveau national tienne les points de la filière soient tenus. Telles sont quelques-unes des idées-forces du P.S. Enfin, lorsque les termes de produits ou de la taille du chef de file se révèlent insuffisants, les socialistes estiment qu'il «ne faut pas hésiter à rechercher des accords européens».

Une telle restructuration sera donc possible, appliquée, par les nationalisations. Et ce à dire que, sur ce point, le position du P.S. n'a pas varié depuis la rédaction du programme commun ? Non, on est prêt à ce point du dogme ou l'assommoir. Dans l'esprit de nombre de socialistes, la nationalisation devient un outil — comme un autre — pour restructurer l'industrie ou maintenir une présence nationale dans des secteurs-clés où, faute de rentabilité à court terme, les groupes privés se refusent à investir massivement. «M. Poincaré lui-même ne s'est pas récemment intéressé sur une nationalisation de l'industrie ?», ajoute en forme de boutade

tel responsable socialiste. Pourquoi, alors, ne pas avoir révisé la liste des nationalisations prévues par le programme commun ? De fait, même si on reconnaît que la liste aurait eu besoin d'être révisée (sans l'admettre les socialistes), on ne saurait y toucher. Non seulement pour des raisons politiques et électorales évidentes — pas question de donner un tel signal au P.C.F. Mais aussi parce que ces nationalisations devaient, selon les socialistes, permettre de faire ce fameux inventaire et d'associer les statuts des entreprises concernées aux nécessaires restructurations.

Par la suite, rien n'empêche cependant que certaines activités des groupes nationalisés soient rétrocédées à l'initiative privée. Les parures riches (filiale de Renault-Usine) n'ont pas vocation, par exemple, à être une société d'Etat. Découper, aux yeux de l'Etat, la liste des «sociétés rampantes» et le «libral dirigisme», les socialistes veulent «clarifier la situation». Certes, «nous serons avec une économie mixte avec un secteur public puissant, mais il importe que les firmes soient bien tracées et que la collectivité sache clairement qu'il est responsable de quel», et commence à où finit le secteur public.

Un catalogue de vœux pieux, diront certains. L'ébauche d'une véritable politique industrielle, diront d'autres. C'est sur le terrain que l'on jugera... peut-être. J.-J. QUATREPOINT.

Les Dix ont conclu un accord sur l'acier

(Suite de la première page.)

D'ailleurs plus qu'en raison de la chute de la demande d'acier (sans doute, insuffisamment corrigée par la réduction autoritaire de l'offre) et de la concurrence acharnée que se livrent les entreprises, le réajustement des prix consiste en définitive à des compromis : les prix dans la C.E.S. sont de 15 à 20 % inférieurs à ceux pratiqués aux États-Unis et au Japon. Comme le rappelle la réédition approuvée, c'est cette situation qui, sans véritablement redresser par une «stricte discipline» entre les producteurs.

Les négociations entre industriels sur ce sujet, programme fait appel à l'Europe 12, qui se sont déroulées le week-end dernier à Luxembourg, étaient, semble-t-il, d'une manière plutôt encourageante. Les premières informations venues de la capitale grand-ducale l'ont confirmées. La répartition de la production serait en effet déjà acquise pour les produits plats qui représentent à peu près la moitié du marché. Les pourparlers vont reprendre samedi. Le conseil des ministres, dans la réunion adoptée dans la nuit de jeudi à vendredi, prend acte des progrès enregistrés, mais, souligne que la pression à laquelle sont soumis les industriels ne se relâche pas. rappelle qu'il ne faut pas oublier que le 1^{er} avril, M. Giscard a répété qu'il accepterait pas l'abandon du principe d'engagement obligatoire de la production à la date prévue du 1^{er} juillet et l'arrangement volontaire n'était pas conclu.

Les Allemands, dont la sidérurgie est l'industrie la plus compétitive que celle des pays partenaires, pour cette raison, considèrent volontiers qu'ils font les frais des programmes de réduction de la production (obligatoire ou volontaire) mis en œuvre dans la Communauté. Ils expliquent depuis longtemps qu'ils ne continueront à jouer le jeu que si les pays membres s'engagent de manière précise à diminuer progressivement les aides publiques qui faussent la concurrence et à réduire leur capacité de production.

Les références italiennes. La politique des aides que l'on a pu qualifier de «système d'appoint» sur les quatre idées suivantes : «Stimuler progressivement, dans un délai déterminé, les aides accordées aux entreprises déstructurées et éliminer toute distorsion de concurrence» ; PHILIPPE LEMAITRE.

Le monde en or de M.A.S. vous offre le seul vol direct pour la Malaisie. A partir du 5 avril.

M.A.S., la compagnie aérienne de Malaisie, arrive à Paris. Pour vous offrir un monde entièrement nouveau d'aventures et de vacances de rêves en Malaisie: mer d'émeraude, plages d'or et végétation luxuriante. Un monde où les différentes cultures de l'Asie se rencontrent et se mélangent pour créer leur magie particulière.

Envolez-vous pour la Malaisie avec M.A.S. Chaque dimanche, au départ de Charles-de-Gaulle, nous vous offrons le seul vol direct en jets gros porteurs pour Dubaï et Kuala Lumpur.

A Kuala Lumpur, nous vous assurons des correspondances faciles pour un nombre de destinations jamais encore proposées en Asie. Quel que soit le vol choisi, vous y trouverez le plus chaleureux et le plus gracieux des services: le service en or de M.A.S.

Amsterdam, Bangkok, B.S. Bagdad, Dubai, Francfort, Hanoi, Hong Kong, Djakarta, Kuala Lumpur, Kowloon, Londres, Madras, Manille, Medan, Melbourne, Paris, Perth, Singapour, Sydney, Taipei, Tokyo, et 35 destinations en Malaisie même.

Découvrez le monde en or de M.A.S. malaysian airline system

Pour vos réservations et plus de renseignements, contactez votre agence de voyages ou M.A.S.: 201, boulevard Péreire, 75017 Paris, Tél. 01.47.11.00.
